Le Nº Fr. 2.50 Nº 352 16 novembre 1985 dix-septième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

éditorial

Réfugiés :

"L'AUTOMNE NOIR" DE Mme KOPP

L'opération "Automne noir" – la déportation de 59 réfugiés zaïrois vers la dictature de Mobutu – n'a pas fini d'éclabousser le gouvernement suisse. Le chef de la Division des réfugiés a eu le culot de se plaindre des révélations de la presse en critiquant une *"véritable campagne de désinformation"*. Qui, M. Hadorn, manipule et désinforme ? Vous-même, votre ambassadeur au Zaïre, M. Jean-Pierre Zehnder, et la conseillère fédérale Elisabeth Kopp. Assurance avait été donnée que les 59 réfugiés étaient rentrés sains et saufs dans leurs familles. Erreur, les hommes étaient encore détenus. L'ambassadeur n'avait pris ses renseignements qu'auprès... du ministère des Affaires étrangères de Mobutu ! Assurance est redonnée, cette fois par M. Hadorn, que *"les réfugiés rapatriés ne courent aucun risque au Zaïre"*, en invoquant le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR). Immédiatement, le HCR dément : *"Nous n'avons fait aucune déclaration ni au Conseil fédéral, ni à qui que ce soit au sujet des personnes expulsées."* Aucune information ne permet d'établir que ces réfugiés sont sains et saufs. On a dit qu'ils étaient expulsés pour détention de faux papiers, angolais notamment. Et voilà qu'on apprend que six des réfugiés expulsés seraient réellement Angolais, et peut-être déjà renvoyés dans leur pays. Assurance avait été donnée que le vol s'était déroulé sans brutalité, mais même le communiqué de la police admet des *"réactions instinctives"*. Et Mme Kopp voudrait qu'on croie que la dictature de Mobutu – avec laquelle la Suisse entretient les meilleures relations – s'est contentée de ramener ces gens tranquillement chez eux !

L'affaire des "faux réfugiés" est devenue une affaire de faussaires gouvernementaux et à force de crier "la barque est pleine", c'est la coupe helvétique qui déborde. Et ces gens-là prétendent distinguer un "faux" d'un "vrai" réfugié ? Or, non seulement, ils ne respectent pas la Loi sur l'asile ; mais cette dernière est fort restrictive.

On ne peut pas accueillir des millions de réfugiés, rétorquent les sophistes. Les millions de dollars de capitaux en fuite ou légalement rapatriés du tiers monde trouvent toujours asile en Suisse. Tant que la Suisse impérialiste – ses banques et son gouvernement – fermera ses coffres au tiers monde affamé, **ne restituera pas aux peuples dominés ce qui est à eux et non à "notre prospérité suisse"**, elle n'a aucun droit de s'ériger en censeur de la moralité des autres.

Quand la Suisse en fête saluait sa "reine Elisabeth", sa première femme au Conseil fédéral, *La Brèche* titrait : "Une carotte pour les femmes, le bâton pour les réfugiés". Mais nous ne nous doutions pas que ce bâton serait si vite la matraque de quelques flics aux "réactions instinctives". Dans de telles situations, Mme Kopp, on doit non seulement donner la preuve, nom par nom, qu'aucun réfugié n'a été ni ne sera poursuivi, non seulement arrêter immédiatement tout renvoi et héberger les réfugiés qui attendent depuis des années, mais on doit encore démissionner pour, disons, "homicide par négligence"...

La Brèche

RENCONTRE REAGAN – GORBATCHEV :

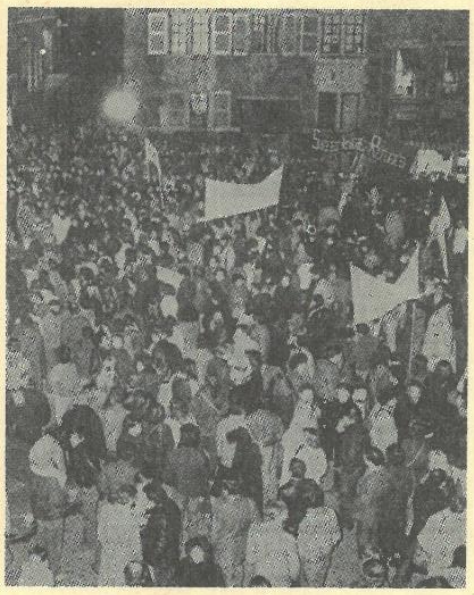
Un sommet dans l'escalade

Entretien avec l'amiral Sanguinetti, pages 6-7

DROIT D'ASILE :

LA MÉTHODE DU BÂTON

En mouvement



Genève :

3500 CONTRE LES EXPULSIONS

En quelques jours et à l'appel du Collectif genevois de défense du droit d'asile, 3500 personnes se sont regroupées, mardi 12 novembre, à la place Neuve (Genève) pour exprimer leur indignation face aux expulsions de requérants d'asile. Des syndicalistes, des militant(e)s des milieux politiques ou religieux, des jeunes, des vieux ont scandé : "Non aux expulsions", "Solidarité avec les immigrés et les réfugiés", "Pour une politique humanitaire".

La manif s'est rendue à l'église Sainte-Clotilde où des Zaïrois sont hébergés afin de les soustraire à l'aventure arrivée à 59 de leurs compatriotes expulsés dernièrement. Les représentants du Collectif demandent aux autorités d'adopter, à l'égard des candidats à l'asile, un comportement un peu plus conforme aux principes humanitaires les plus élémentaires. Une délégation sera reçue par une commission du Grand Conseil genevois pour discuter des moyens d'intervenir auprès des autorités fédérales. Au vu de la tournure que prennent les événements, il est clair que tout doit être entrepris afin de stopper ces expulsions scandaleuses. La manif de Genève montre qu'il est possible de mobiliser du monde contre cette politique qui vide le droit d'asile de toute substance. Exemple à suivre.

correspondant

AUTOMNE NOIR, NUIT ET BROUILLARD

SOS-racisme "Touche pas à mon pote" n'est pas un parti. Nous sommes une association d'individus inquiets par la montée du racisme et l'idéologie de "la barque est pleine", qui savent que la société en crise a besoin de solidarité, de fraternité. "Touchez pas à nos potes."

Depuis des mois nous avons vu croître l'intolérance.

En août dernier, **craignant le dérapage répressif**, trois d'entre nous tentent le dialogue à Berne et apportent notre message à Mme Kopp, qui réunissait les conseillers d'Etat concernés : *"Il y a trois siècles la Suisse accueillait les Huguenots. Aujourd'hui comme hier les réfugiés ont droit à l'asile. Touchez pas à nos potes. Août 1945 : le monde découvre l'horreur des camps nazis. "La barque est pleine" : plus jamais ça ! Touchez pas à nos potes."*

Le dialogue n'eut pas lieu, tous trois furent saisis par la police.

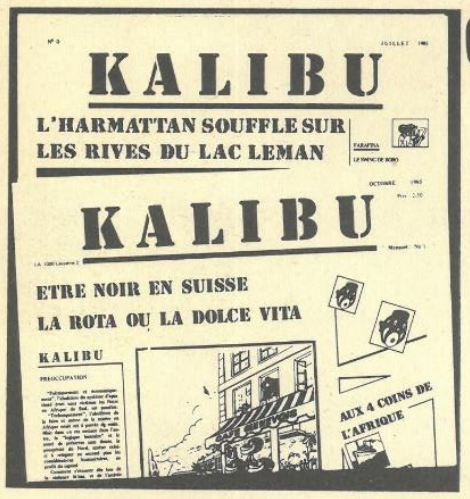
Aujourd'hui le pire est arrivé. Un crime a été commis par l'Etat, la Justice est en deuil. Des dizaines d'hommes, de femmes sont violemment déportés et livrés à leurs bourreaux. Des centaines, des milliers d'expulsions sont en préparation.

A ceux qui votent Action nationale avec l'illusion que ces mesures améliorent le sort des pauvres en Suisse, nous répondons : êtes-vous naïfs au point de croire que des autorités capables d'infliger de tels tourments s'intéresseront à vous ?

Un défi nous est lancé, nous le relèverons. Nous appelons chacun, chacune, au travail, à l'école, avec nous et avec tous ceux qui refusent ces faits, à défendre le droit d'asile.

communiqué de presse de
SOS-racisme "Touche pas à mon pote"
VAUD
Lausanne, le 7 novembre 1985

SUISSE SANS ARMEE

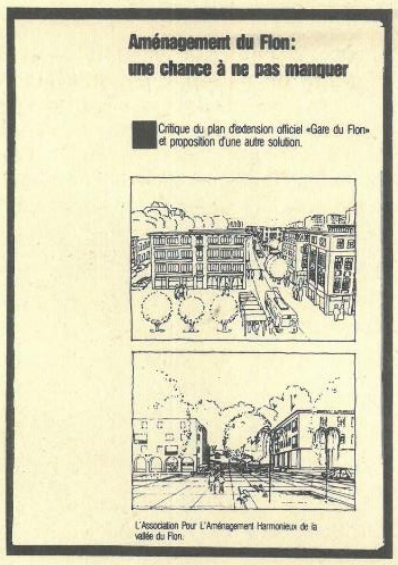


"En vous offrant "un autre regard, un autre parler" sur l'Afrique et le monde noir, KALIBU (karibu : bienvenue en kiswahili, langue vernaculaire de l'Est africain) vous convie à une meilleure connaissance des civilisations nègres en dehors des sentiers battus de l'information-spectacle."

Cet extrait du No 0 de *KALIBU* vous montre dans quel esprit ce mensuel a été créé par des Africains vivant en Suisse romande. Le No 2 (novembre 1985) vient de paraître.

Vous trouvez *KALIBU* dans les kiosques Naville et dans les librairies suivantes : Librairie Basta, 4, rue du Petit-Rocher, Lausanne; des Femmes, 1, rue Barrière, Arabe, 5, rue de Fribourg, Albatros, 5, rue Théodore-Lissignol, Cinéma, 37, rue de Lyon, La Marge, 5, rue du Marché, Que faire, 1, place des Grottes, La Taupe, 22, rue Saint-Léger, Rousseau, 36, rue Rousseau, Au kiosque du Boulevard, 25, bd Pont d'Arve, à Genève.

Vous pouvez vous abonner pour un an (Fr. 25.–) à KALIBU, case postale 2054, 1002 Lausanne, CCP 10-4371-5, Lausanne.



Cette brochure de l'Association pour l'aménagement harmonieux de la vallée du Flon vient de paraître. Elle contient une critique du projet officiel et un projet alternatif. 47 pages. Fr. 7.–. En vente dans nos librairies et nos locaux.

ÀproPSO

COUP DE GRÂCE POUR L'HORLOGERIE BIENNOISE

200* suppressions d'emplois chez Omega Bienne. Il ne resterait plus que 150 postes de travail alors qu'en 1982, l'entreprise en comptait 1500. Ainsi, en trois ans, la nouvelle direction a jeté à la rue 90 o/o de son personnel. Seuls quelques travailleurs "rescapés" peuvent travailler à Granges, mais en se pliant à de dures conditions de travail et des équipes tournantes, en particulier pour les ouvrières de la Swatch.

Les discours lénifiants du trio Arnold-Hayek-Thomke n'étaient que poudre aux yeux. A quoi, à qui sert l'amélioration des bénéfices du groupe SSIH-ASUAG qui passaient de 0,4 à 9,3 millions de francs pour l'exercice 1983/84 (*Journal de Genève* du 14 mai 1985) ? Le mariage-sauvetage des deux trusts n'a signifié que restructuration accrue et sauvetage de profits au mépris de centaines de familles et de l'équilibre économique régional.

La direction du groupe ne respecte pas les engagements pris en 1982 et répétés en 1984 de maintenir l'assemblage à Bienne. Omega ne sera plus qu'un simple comptoir de vente aux mains du groupe ne tenant qu'à la renommée du sigle Omega.

A l'époque récente des accords, la FTMH et la Municipalité ont pris les promesses pour argent comptant. Qu'ont-elles fait depuis lors pour faire respecter les engagements ? N'est-il pas pire politique que celle de l'autruche !

Parti socialiste ouvrier – Bienne

*** dernière minute : il s'agit de 390 suppressions d'emplois, et non 200.**

Zbigniew M. Kowalewski, *Rendez-nous nos usines !* Solidarność dans le combat pour l'autogestion ouvrière, Editions La Brèche, Paris, octobre 1985.

Table des matières

Introduction
Document : J. Tischner, "Le "socialisme réel" et le socialisme ouvrier réel"
I. L'exploitation de la classe ouvrière dans "le socialisme réel"
II. Réflexions sur la révolution polonaise
III. De la "question idéologique" dans la révolution polonaise
IV. L'autogestion ouvrière
Documents : Z.M. Kowalewski, "De la tactique de la grève active"
A. Slowik, "Les chambres socio-économiques (autogestionnaires)"
G. Palka, "La Pologne et l'Union soviétique"
V. Le contrôle social du ravitaillement
VI. La marée montante de l'autogestion
Documents : "Résolution sur la défense de l'autogestion ouvrière"
"Résolution sur les lois de l'autogestion ouvrière et de l'entreprise d'Etat"
VII. Le paysage avant la bataille
Annexe : polémique autour du projet de grève active.

A commander à : PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (France) (chèque à l'ordre de PEC). 75 francs français.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL
Réfugiés : "l'automne noir" de Mme Kopp 1

POLITIQUE
Expulsion des réfugiés : nuit et brouillard. Entretien avec Giovanni Chicherio 3
Caisses noires bernoises : dehors les hors-la-loi 8
Genève : tour de ville antiraciste 8

SOCIAL
Flexibilité, conjoncture et bénéfices : vive la crise ! 4
Droit de réponse contesté : Baillod bâillone 4
Zonards à Lausanne : la décade 5
Favag : bas salaires et horaires souples 5
Capitalisme et crise 5

DOSSIER
Rencontre Reagan – Gorbatchev : "Le surarmement menace l'avenir de l'humanité". Entretien avec l'amiral Sanguinetti 6 - 7
Guerre des étoiles et guerres réelles 7

INTERNATIONAL
Gorbatchev à Genève : le bureaucrate nouveau est arrivé 9
GUATEMALA : les élections de la contre-insurrection 9
Symposium 2/3 novembre – Berne : les luttes à l'Est, solidarité 10
JAPON : temps partiel à 48 heures 10
Notes internationales 10

À LIRE
Face à la police : quels sont vos droits ? 11

L'ÉVÉNEMENT
Philippines : à l'ombre des bases américaines 12

abonnez-vous

Abonnements à *La Brèche* :

une année, enveloppe ouverte	55.–
une année, enveloppe fermée	65.–
une année, étranger (Europe)	80.–
abonnement de soutien	100.–
abonnement d'essai (7 num.) (au lieu de 17 fr. 50)	13.–

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne, 021/ 20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :

prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche

case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

BIENNE
Maison Wyttenbach
mercredi 27 novembre
20h
ASSEMBLÉE
d'information et de discussion
avec deux femmes indiennes du Guatemala membres de l'organisation féministe IX QUIK
invitées par les Magasins du Monde

Expulsion des réfugiés :

NUIT ET BROUILLARD

59 Zaïrois, candidats à l'asile, accusés d'avoir utilisé une fausse identité, ont été expulsés *manu militari* dimanche 3 novembre à 6h45. Convoyés par 120 flics dans un avion affrété par la Confédération, ils ont été reconduits directement à Kinshasa. La méthode utilisée par les forces de "l'ordre" : matraques, menottes et chaînes. En effet, comme l'a révélé la presse, les 59 Zaïrois furent durement maltraités. *"... C'était comme un transport de bétail. Les coups pleuvaient"*, dira un témoin à *La Suisse* (6 novembre 1985). Malgré les démentis de la police, la presse maintient ses graves accusations. Voilà le dernier exemple en date de la pratique criminelle et souvent illégale qu'ont adoptée les autorités fédérales et cantonales au sujet des réfugiés. C'est ce qui s'appelle aller au devant des désirs de l'Action nationale.

***La Brèche* a rencontré Giovanni Chicherio, secrétaire général de la Ligue suisse des droits de l'homme et membre du Collectif genevois de défense du droit d'asile, pour en parler [1].**

ENTRETIEN AVEC GIOVANNI CHICHERIO, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA LIGUE SUISSE DES DROITS DE L'HOMME

La Brèche : **12 Turcs expulsés la semaine dernière. 59 Zaïrois renvoyés à Kinshasa le dimanche 3 novembre. Alors comment qualifier la politique actuelle de la Suisse en matière de droit d'asile ?**

Giovanni Chicherio : Elle est inqualifiable. Ou, plus exactement, criminelle. On parle des Zaïrois, on parle des Turcs et pendant qu'on parle, il y a des rafles. Hier encore, ici à la permanence, on a reçu des téléphones d'urgence du Tessin, du canton de Vaud, de Schaffhouse. Ça montre que ce n'est pas un problème genevois mais bien une politique nationale d'ensemble qui tend à résoudre cette question par la brutalité et la précipitation.

*** A propos des 59 Zaïrois convoyés par 120 policiers jusqu'au Zaïre, menottés et enchaînés. La police dément. Quelles sont vos informations ?**

– Nos informations sont totalement différentes de celles de la police. Que ce soient à propos des Zaïrois, des Turcs ou des Chiliens. C'est étonnant à quel point nos informations et celles de la police ou des responsables cantonaux et fédéraux divergent. C'est pour cela que nous continuons à dire : ils mentent systématiquement.

Concernant les 59 Zaïrois refoulés, on commence à recueillir des témoignages sur ce qui s'est passé durant le voyage. Mais déjà avant, au moment où ils ont été arrêtés. Pour les appréhender, on leur a menti à ces Zaïrois et, 24 heures après, ils se retrouvent dans un avion en partance pour Kinshasa.

*** Le Département fédéral de justice et police (DFJP) affirme que ces Zaïrois expulsés ne risquent rien et qu'ils sont tranquillement rentrés chez eux. A la Ligue, vous avez reçu des informations contraires. Pouvez-vous nous donner des précisions ?**

– Il suffit de lire les rapports d'Amnesty International où il y a une abondante matière sur la façon dont Mobutu traite ses prisonniers politiques ou de droit commun. Et la réalité va souvent au-delà de ce que Amnesty peut dénoncer ! On sait comment Mobutu a liquidé ceux-là mêmes qui l'ont porté au pouvoir. On connaît l'ampleur de la corruption et de l'arbitraire de l'armée, de la police et de l'administration zaïroises. Tout le monde le sait... sauf les responsables du DFJP et l'ambassade suisse au Zaïre qui semble accorder une confiance irresponsable à Mobutu.

Ce n'est pas la première fois qu'on rejette une demande d'asile sur la base d'informations provenant de l'ambassade au Zaïre. Il nous a été facile, dans plusieurs cas, de démontrer le peu de substance de ces informations. Ainsi l'exemple de ce Zaïrois qui déclare dans sa demande d'asile : *"J'ai été incarcéré une semaine dans la prison X."* La réponse de la police fédérale : *"Vous mentez car d'après nos informations* (c'est-à-dire l'ambassade), *la prison X est militaire. Comme vous êtes un civil, vous n'avez pas pu être incarcéré dans cette prison."* Or tous les témoiganges montrent qu'on liquide aussi bien des militaires que des civils dans les prisons et les centres militaires. Et les instances internationales – HCR, Croix-Rouge internationale, division des droits de l'homme à l'ONU – le savent parfaitement. Comment se fait-il que les fonctionnaires de Berne l'ignorent ?

*** Et concernant les 59 Zaïrois ?**

– Nous avons des données qui non seulement nous inquiètent mais nous angoissent véritablement. Nous n'avons cependant pas à être les porte-parole d'informations émanant d'Eglises ou de mouvements d'opposition. Nous considérons avec attention ces informations, mais nous prenons le temps de procéder à nos propres vérifications avant de les rendre publiques. On est, au niveau des enquêtes menées sur place, beaucoup plus rigoureux que Berne. Et je peux dire ici que les personnes qui acceptent au Zaïre de nous fournir des informations risquent leur vie. Elles le savent du reste. D'où la difficulté d'avoir rapidement des témoignages.

*** Que pensez-vous de l'accusation selon laquelle Mobutu aurait directement exercé des pressions sur les autorités helvétiques pour obtenir ces expulsions ? Cela vous semble-t-il vraisemblable ?**

– Tout à fait pour qui connaît le personnage Mobutu et ses méthodes. Ce n'est pas le genre de personne qui se gêne. Lorsqu'il a fêté dernièrement son anniversaire à Genève au Noga Hilton, 300 personnes étaient invitées. Parmi celles-ci, des officiels suisses avec lesquels il a dû s'entretenir de nombreuses choses... Il était en outre accompagné de ses policiers qui se sont permis, dans la rue à Genève, de tabasser des opposants zaïrois, de les menacer avec des armes. Quand les autorités helvétiques posent des questions à l'ambassade zaïroise sur ce genre d'agissements, l'ambassade refuse de répondre. Dès lors cette accusation sur les pressions de Mobutu, que je ne peux pas vérifier, me semble néanmoins vraisemblable et correspondre parfaitement au profil du personnage.

*** A combien estimez-vous le nombre de requérants ayant reçu l'avis d'expulsion ?**

– On ne nous le dit pas et on ne peut pas le savoir. Lorsqu'on pose la question, on nous cite le nombre total d'expulsés à la frontière. Parmi ceux-ci, combien y a-t-il de requérants ?? A Genève et au total, il y a des centaines d'expulsés par mois... Prenons trois exemples très précis et vérifiés – nous avons les dossiers et les preuves – pour montrer comment cela se passe. Premier cas : le requérant a de vrais papiers et dépose sa demande auprès du canton. Réponse : *"Vous avez de vrais papiers, donc vous êtes en règle avec votre gouvernement et vous ne risquez rien."* Conclusion : expulsion. Deuxième cas : le requérant n'a aucun papier ; la réponse : *"Votre identité n'est pas prouvable, donc expulsion."* Troisième cas : le requérant a de faux papiers, se présente à la police et le dit. Réponse : *"Vous avez violé la loi sur les étrangers... expulsion."* Ces trois cas, véridiques, illustrent parfaitement la pratique actuelle. Je pense que 90 o/o des requêtes sont directement rejetées au niveau même des frontières et des cantons.

*** Les autorités cantonales violent ainsi ouvertement la loi fédérale ?**

– Absolument, car ce pouvoir de décision qu'elles s'octroient est certes prévu dans la révision en cours de la loi, mais n'est pas encore entré en vigueur. Prenons l'exemple du Turc arrêté à son travail à Genève le mercredi 6 novembre et expulsé le jeudi 7. Dans ce cas, les policiers ont prétendu : *"Il part de sa propre volonté."* Bien, il est donc libre et son avocat aimerait le voir. Nous n'avons pas pu le voir. Il a été séquestré par la police la nuit et la matinée précédant son expulsion. Comme par hasard, la révision de la loi prévoit également l'internement en vue de l'expulsion. Mais actuellement, aucune loi n'autorise la police à le faire.

*** La révision en cours de la loi sur l'asile et les modifications envisagées de l'ordonnance représentent des pas importants dans la dégradation du droit d'asile. Comme vous venez de le dire, la pratique précède déjà ces révisions. Votre jugement sur la révision de la loi ?**

– Moi je vais jusqu'à dire que, pratiquement, il n'y a plus de droit d'asile en Suisse. Ce sont des avocats qui nous disent : *"Actuellement, en matière de droit d'asile, la Suisse n'est plus un Etat de droit."* Le recours par exemple est un droit démocratique qui s'applique à peu près dans tous les domaines. D'après nos données, le recours dans une procédure d'asile est accepté une fois sur mille. Autant dire qu'il n'existe plus !

On a même vu, ces derniers jours, un requérant se faire arrêter alors qu'il était en cours de procédure. Ceci sous prétexte qu'il était en possession de faux papiers et qu'il ne tombait plus sous le coup de la loi sur l'asile. L'évolution ces dernières années – et c'est là notre indignation – peut schématiquement se résumer ainsi. On a d'abord parlé de droit d'asile, donc de réfugiés ; ensuite, on a introduit la notion de faux réfugiés. Friedrich [2], il y a trois ans, disait qu'ils étaient si peu nombreux qu'il ne fallait pas en faire un problème. Dernièrement, Mme Kopp, avant même d'avoir entendu les gens, affirme que le 80 o/o des requérants sont des faux réfugiés. On ne parle même plus maintenant de faux réfugiés, mais de délinquants et on les traite comme tels.

*** Que faire pour stopper cette vague d'expulsions ?**

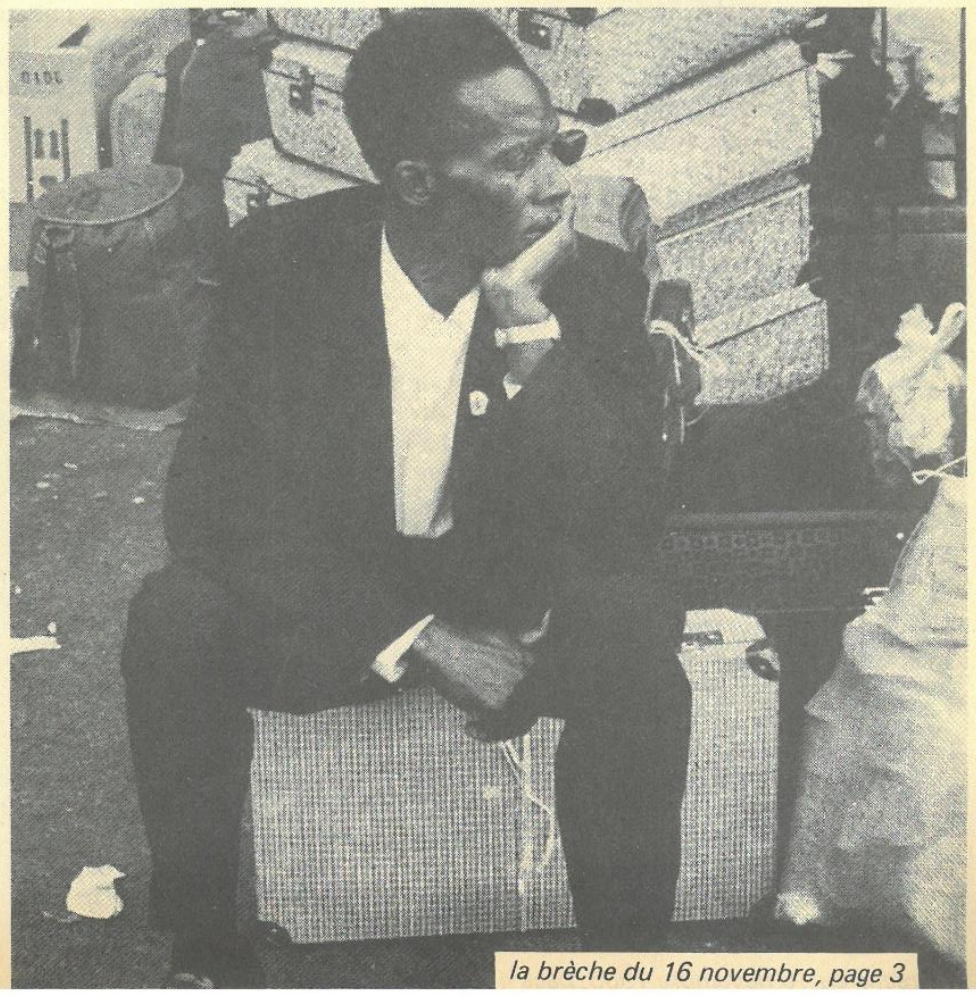
– Il s'agit d'abord d'exprimer haut et fort son indignation [3]. Il s'agit aussi d'organiser très sérieusement des formes de résistance et d'opposition qui soient l'expression d'un très large front populaire. Parce que ce n'est plus acceptable. Il y a à protéger, dans l'immédiat, ces requérants et leurs familles soumis à l'arbitraire et à l'illégal. Il faut les protéger par tous les moyens. Car au niveau des autorités, et c'est grave du point de vue de notre démocratie, on nous répond par le silence, la démission et le mensonge. Je crois du reste que les partis et les syndicats ont, à ce sujet, failli à leur mission et il est temps qu'ils se réveillent.

Propos recueillis par
Pietro Boschetti

1. Cette interview a été réalisée vendredi 8 novembre. Depuis lors de nombreuses informations, démentis, contre-informations sont intervenus. Signalons que *La Suisse* du 10 novembre, se référant à une source proche du président Mobutu, indique que six des 59 expulsés seraient morts à la suite de tortures infligées par la sécurité zaïroise. Le DFJP rejette cette information en s'appuyant, entre autres, sur une prétendue déclaration du HCR. Or ce dernier dément formellement avoir informé Berne à ce sujet (???). En tout cas, depuis le début de cette affaire, les déclarations officielles du DFJP se sont contredites plus d'une fois, notamment en ce qui concerne la présence d'Angolais parmi les 59 et la durée de détention des expulsés à leur arrivée à Kinshasa.

2. Prédécesseur de Mme Kopp au DFJP.

3. Lors de la "Table ouverte" à la TV romande dimanche 10 novembre, G. Chicherio a demandé à la représentante du DFJP l'instauration d'une commission d'enquête sur l'expulsion des 59 Zaïrois. Il a également demandé l'arrêt immédiat des expulsions. Pour l'instant, les autorités n'ont donné aucune réponse...



Flexibilité, conjoncture et bénéfices :

Vive la crise

Compensation du renchérissement : trop lourd ; augmentation des vacances : catastrophe ; diminution du temps de travail : insupportable ; protection contre les licenciements : étatisation rampante... Telles sont les stations du chemin de croix patronal. A les entendre, les tentacules de l'Etat "providence" sont en train d'étrangler la prospérité helvétique. En réalité, le credo radical du "moins d'Etat" se traduit en termes de flexibilité accrue, atteintes aux acquis sociaux, rationalisations et... hausse des bénéfices. C'est ce que les "spécialistes" appellent : créer les conditions-cadres pour le développement économique.

Le 22 octobre dernier, l'Union syndicale suisse (USS) tenait une conférence de presse. A l'ordre du jour : la situation conjoncturelle en Suisse et la santé de l'économie. Les conclusions : productivité et bénéfices en hausse ; les salaires piétinent. A telle enseigne que Fritz Reimann (président de l'USS) a "osé" suggérer : *"que l'économie dispose d'une marge de manœuvre suffisante pour aller au-delà de la simple compensation du renchérissement."* A vrai dire, certains s'en mettent plein la fouille !

Le beurre et l'argent du beurre

"La croissance, qui avait été quasiment stoppée pendant dix ans, a pris un nouvel élan en 1982", dira Beat Kappeler, secrétaire USS. Actuellement les taux de croissance s'établissent entre 2 o/o et 3 o/o. A titre d'exemple : *"L'an dernier, la valeur des exportations de biens et de services s'est accrue de 12 o/o, la moitié (4 milliards) de cet accroissement est le résultat des majorations des prix"* (Beat Kappeler). En outre, d'après les statistiques de l'OCDE, la capacité de concurrence de l'économie suisse est en amélioration. Pour les deux dernières années, on le remarque, en comparaison internationale, par une nette baisse du coût unitaire du travail, c'est-à-dire de la charge salariale par unité produite. L'OCDE prévoit une poursuite de cette tendance en 1986.

Pas étonnant dès lors si la productivité s'est améliorée, en Suisse et en 1984, de 2,38 o/o [1] après une progression de 2 o/o en 1983. Beat Kappeler ajoute : *"..., le produit d'un accroissement de la productivité de 2,38 o/o correspond au coût d'un abaissement d'une heure par semaine de la durée du travail ou de l'octroi d'une semaine supplémentaire de vacances pour tous — et cela sans réduction du PNB* (produit national brut) *et des salaires."* Cela se reflète également dans l'évolution des bénéfices. D'après l'USS, pour la période 1983 à 1984, les bénéfices non distribués des entreprises accusent une progression de **15 o/o.** Mieux ; citant une étude de la banque Vontobel : *"De la fin de 1981 à la fin de 1985, les bénéfices des entreprises dont les actions sont cotées en bourse auront augmenté de plus du double (de 5,6 à 12 milliards de francs). A la fin de l'année en cours, la valeur en bourse de ces actions se sera accrue de 35 milliards."* Encore plus fort que le beurre et l'argent du beurre.

Aussi, pour les cinq dernières années et compte tenu des prévisions pour 1985, l'USS évalue à **3 o/o** la progression des salaires réels face à une croissance de la productivité atteignant **10 o/o** (voir tableau).

Croissance des salaires et de la productivité

Année	Salaires réels	Productivité
1980	+ 1,6 o/o	+ 2,8 o/o
1981	− 1 o/o	+ 0,2 o/o
1982	+ 0,8 o/o	− 0,4 o/o
1983	+ 2,3 o/o	+ 2 o/o
1984	− 0,4 o/o	+ 2,3 o/o

Profits, rationalisations, chômage...

Mais, diront les pisse-copies du néolibéralisme, les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Faux... et le contraire serait plus proche de la vérité. Plusieurs enquêtes sur les investissements menées par l'Ecole polytechnique fédérale (EPF) montrent *"que la majeure partie des capitaux investis et des nouveaux équipements ont été affectés aux rationalisations, aux fins de réduire le personnel"* (Beat Kappeler). Le vénérale OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail) estime que 75 000 emplois ont disparu durant la phase de reprise 1982 à 1984. L'EPF, elle, chiffre à 115 000 le nombre de personnes qui se sont retirées du marché du travail ou n'ont jamais cherché un emploi. Les principales victimes : les femmes, les travailleurs âgés et les jeunes.

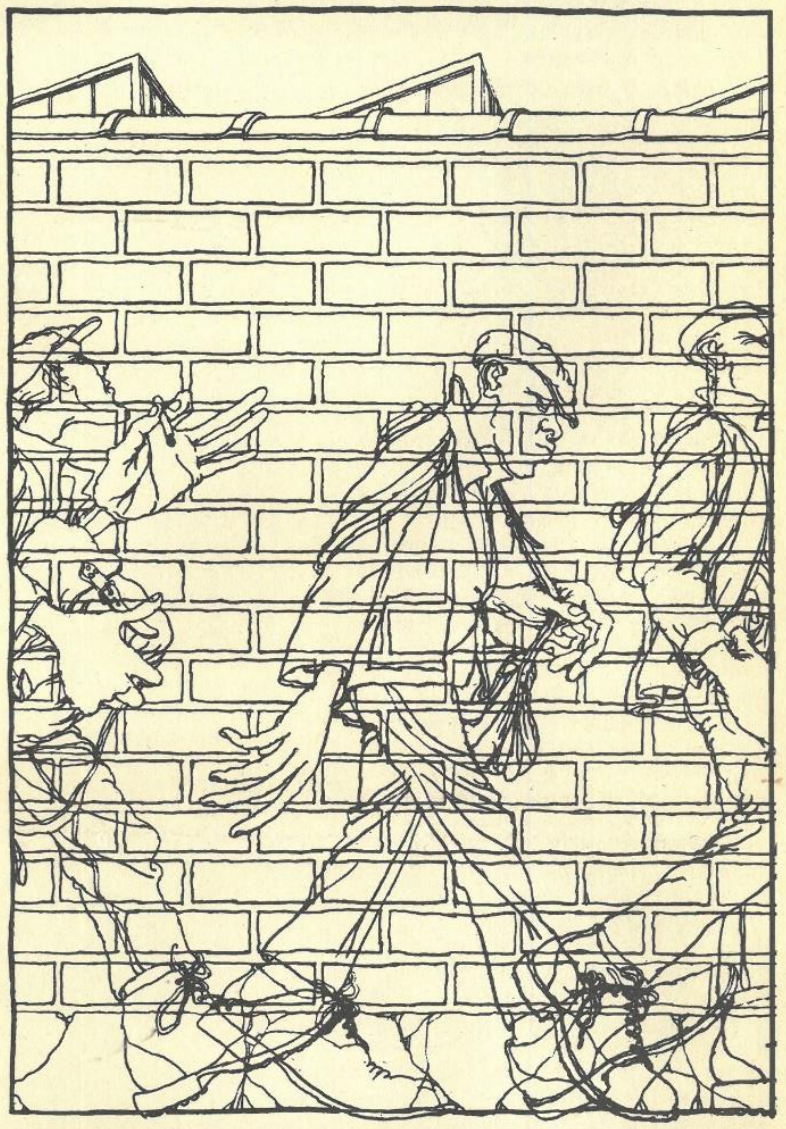
Même si le chômage officiel reste faible (en août 1985 : 22 918 sans emplois), la durée de celui-ci a tendance à augmenter. Et ce phénomène touche d'abord les salariés d'un certain âge. Ainsi, en mars 1985, pour la catégorie des chômeurs de 55 à 59 ans, 24 o/o étaient sans travail depuis six à douze mois ; 29,4 o/o depuis plus d'une année. Si on passe aux 60 ans et plus, les taux respectifs sont de 30,1 o/o et 34,8 o/o. Ces gens-là sont tout simplement rayés du marché du travail. "A jeter après usage", pourrait-on dire. Signalons enfin, qu'en janvier 1985, 6000 chômeurs/euses (estimation de l'USS) avaient épuisé leurs droits aux prestations. Les nouveaux pauvres de demain ?

Que répondent les patrons concernant ceux et celles qui ne sont pas éjecté(e)s du marché du travail ? *"La pleine compensation automatique du renchérissement (...), les augmentations réelles de salaires, les réductions de la durée du travail sans diminution des salaires, mais avec réajustement correspondant des effectifs : autant d'exemples actuels peu glorieux qui trahissent le manque de lucidité des autorités face aux exigences du temps."* Et, précisant leur pensée : *"..., disposer d'une grande souplesse dans les conditions de travail et sur le marché du travail fait partie des principaux instruments du réaménagement structurel."* [2] Chacun sait ce que cela signifie : moins de contraintes sociales (levée de l'interdiction du travail de nuit par exemple) pour faciliter les restructurations. Qui a dit que l'exploitation n'existait que dans la tête de quelques gauchistes ?

P. Girardet

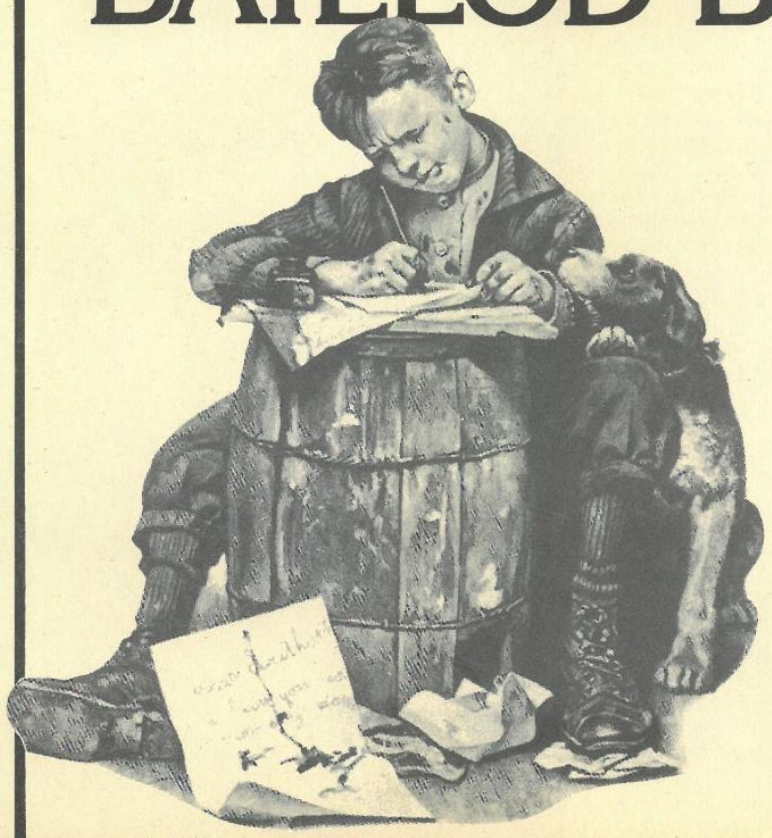
1. L'augmentation de la productivité est de 2,1 o/o. Mais le nombre de personnes occupées ayant diminué dans le même temps de 0,2 o/o, cela nous donne une croissance du taux de productivité de 2,38 o/o.

2. Hans Letsch, président de l'Union centrale des associations patronales suisses. *Journal des Associations patronales.* No 44, 31 octobre 1985, pp. 849 et 850.



Droit de réponse contesté :

BAILLOD BÂILLONNE !



"Monsieur le Rédacteur, je vous fais une lettre que vous publierez peut-être."

En faussant la réalité des faits, Gil Baillod (rédacteur de l'*Impartial*) espérait peut-être dénigrer tout à la fois le Comité travail et santé (CTS), limiter l'impact de sa campagne contre le travail de nuit et isoler le PSO. Il a écrit en effet dans l'*Impartial* que ce comité est *"proche du PSO (extrême gauche)"* **(20 août 1985) ; ou encore que** *"Derrière ce "comité", qui regroupe tout le monde syndical, agit et manœuvre le pso-ex-ligue marxiste révolutionnaire"* **(23 août 1985).**

Raté. Le Comité a réagi en demandant la publication de la liste des organisations qui le composent (USN, SLP, CRT, FCOM, Commission femmes SSP, Groupe syndical FTMH ETA-Marin, Association pour la défense des chômeurs, MPF, CLI, PSO) et en précisant que *"pour ce qui est du PSO, il n'agit pas par derrière dans le Comité, mais ouvertement et à part entière comme aussi toutes les forces qui composent le Comité travail et santé."*

Dans le baba

Baillod a refusé de publier cette réponse. D'abord en prétendant que le CTS s'appuyait sur un article inexistant du Code civil suisse (!), puis, face à l'évidence, par principe, préférant faire porter le cas devant le Tribunal civil de Neuchâtel.

Celui-ci a tranché en faveur du CTS. L'*Impartial* a donc dû publier la réponse en question.

Baillod annonce d'ores et déjà un recours jusqu'au Tribunal fédéral. Il craint que ce nouveau droit ne muselle la presse (plus encore que ne le fait le lobby des annonceurs ?)... Au nom de la liberté de la presse (sic !), il faut, selon le rédacteur en chef de l'*Impartial*, combattre l'application du "droit de réponse". Un droit (bourgeois) pourtant bien modeste qui prévoit seulement qu'à une présentation des faits qui lui porte préjudice tout intéressé puisse opposer sa propre version des faits.

Zonards à Lausanne :

La décade

Il y a eu, fin des années cinquante, les blousons noirs. Avant, au sortir de la guerre, c'étaient les J 3 (lettre-code des tickets de rationnement alimentaire des jeunes), groupes de jeunes délinquants. Plus tard, ce sera le mouvement hippie, essentiellement antiguerre et pacifiste, en réaction aux atrocités américaines au Vietnam. Dans la dernière décennie apparaissent les rockers, les punks, les skinneds... C'est la génération du "no future", du désespoir, de la zone. Vivre au jour le jour, tout de suite, sans projets. "Sous-produits" de la crise, ils font partie des victimes du mal-vivre qu'engendre notre société.

L'Association Droits des enfants et des jeunes (DEJ) a mené une enquête[1], publiée par Pro Juventute, sur la zone lausannoise. Qui sont ces jeunes qui rejettent à peu près tout, qui vivent d'expédients et sont souvent traités en délinquants ? Comment se sentent-ils dans la société ? Autant de questions que les auteurs tentent de cerner, notamment par une série d'entretiens avec des zonards. Une première constatation. Après le mouvement "Lozâne-bouge" (1980) et la répression brutale qui s'en est suivie, la zone s'enfonce dans un "no future" sans perspectives et terriblement gris. Et elle fait de plus en plus d'adeptes.

Se démerder

"Le zonard, c'est un mec ou une bonne femme qui bosse pas, qui fait rien du tout, qui traîne dans la rue, (...), qui vit dans le présent sans penser au futur..." (p. 43) Il se recrute dans une fourchette d'âge qui va de 13 à 25 ans. Les auteurs estiment de 350 à 450 le nombre de jeunes zonant à Lausanne auxquels il faut ajouter autant de "semi-zonards", futurs zonards à plein temps. L'instant charnière se situe souvent autour de la fin de la scolarité. Ainsi *"le niveau de formation est généralement équivalent à une fin de scolarité primaire, plus quelques mois d'apprentissage ou de travail salarié, sans qualifications."* (p. 43) Selon le DEJ, les zonards proviennent en majorité des classes sociales moyennes et défavorisées.

Leurs ressources ? Pas grand-chose sinon le petit trafic, la manche, les arnaques (petites escroqueries sur la vente de drogues) ou quelques vols. Bref, se démerder. Le zonard n'est pas un délinquant par définition. Mais il le devient facilement, vu son refus ou son incapacité à s'intégrer dans le monde du travail. Alors l'engrenage juridique se met en branle, avec la répression en bout de course. Plus le temps passe et plus les handicaps s'accumulent pour une éventuelle future insertion professionnelle un tant soit peu épanouissante.

La crise

Un faisceau de causes feront de quelqu'un un zonard. Il y en a une cependant qui revient sans cesse : l'absence de débouché, en particulier professionnel. La difficulté, voire l'impossibilité, pour beaucoup d'avoir un véritable choix professionnel, conçu comme quelque chose d'enrichissant et non pas d'aliénant, pèse sans aucun doute. Les auteurs notent : *"Ils se voient destinés à une vie d'ouvriers laborieux, qui se caractérise par une activité répétitive, l'ennui, (...) bref, une trajectoire triste et stupide, (...). Les zonards refusent un peu désespérément cet héritage..."* (p. 49) Avec l'augmentation des tensions économiques, des restructurations, la société continuera à produire son *"inévitable quota de déviants"*. Michel, 23 ans, zonard depuis des années, les définit en ces termes : *"On peut parler de mutilés du système, de gens qui subissent la société. Ouais, de gens qui aimeraient voir quelque chose de différent, pis qui ne peuvent pas."* (p. 36)

P. Girardet

1. *Zone, sweet zone.* Droits des enfants et des jeunes, Editions Pro Juventute, 72 pages.

CAPITALISME ET CRISE

MOBILE, MAIS MOINS CHER !

La création d'emplois et la baisse du chômage aux Etats-Unis est un leitmotiv des tenants du libéralisme à outrance. Pour "nos" patrons et parlementaires, voilà l'exemple à suivre et la justification de leur credo. Pourtant, tous les jours, la presse américaine divulgue des données qui devraient dégonfler cette baudruche propagandiste.

Tout d'abord, il est souvent passé sous silence un simple fait : le chômage présent est deux fois supérieur à celui des années soixante (7,5 millions, contre 3,5 millions). Or, actuellement, le nombre de ceux qui, "découragés", ne s'inscrivent dans aucun bureau de travail dépasse, officiellement, les deux millions. Ce sont les oubliés de la statistique !

Ensuite, comme le souligne le dernier numéro de *Business Week* (28 octobre 1985), hebdomadaire patronal : *"Le plus grand nombre des nouveaux emplois créés durant les années 1980 ont été dans des secteurs à bas salaires."* C'est-à-dire dans les services, où il est reconnu que moins de 10 o/o des salariés sont syndicalisés !

Enfin, quand bien même les salariés sont prêts à changer de région pour tenter de trouver un emploi, entre 1979 et 1984, **un tiers** de ces travailleurs mobiles n'ont cependant pas trouvé le job tant espéré. Parmi ceux qui ont eu plus de chance, 30 o/o ont été contraints d'accepter une baisse de leur revenu de 20 o/o et plus (*Business Week,* 28 octobre 1985).

C'est ce type de "mobilité" de la main-d'œuvre dont rêvent les entrepreneurs helvétiques. Avec une petite différence : l'accroissement du nombre absolu d'emplois n'est pas pour demain, en Suisse !

Burke

Introduction des nouvelles technologies chez Favag :

BAS SALAIRES ET HORAIRES SOUPLES

Depuis plusieurs mois, la presse multiplie les éloges à l'adresse de Favag et de sa direction qui promet un avenir radieux sous le soleil des nouvelles technologies. Lorsqu'une entreprise désire augmenter son capital-action, elle ne manque jamais de trouver des appuis auprès des médias. Pour les ouvriers et employés cependant, la situation est beaucoup moins rose.

Favag, filiale du groupe Hasler – Berne, emploie environ 1000 travailleurs répartis en quatre centres de production : Neuchâtel (700 personnes environ), Peseux, Bevaix et Estavayer. Cette entreprise a coulé des années tranquilles et prospères à fabriquer essentiellement des relais et des éléments de centraux téléphoniques pour les PTT, via Hasler. Depuis plus de dix ans, il était connu que l'arrivée des centraux électroniques allait tout simplement supprimer cette production. Certes, la direction a développé des produits de diversification (circuits intégrés, supports de circuits...), mais de loin pas dans une mesure permettant d'assurer un emploi à mille personnes. Ceci d'autant plus concernant les nombreux ouvriers peu qualifiés qui, par le travail aux pièces, étaient parvenus à obtenir un salaire relativement élevé (par rapport à la région).

Pour les nouveaux produits qui se vendent sur le marché mondial, la direction veut des salaires bas et des horaires de travail souples (2 x 8, 3 x 8, et elle attend impatiemment la levée de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes). L'exemple de Favag confirme que l'introduction des nouvelles technologies s'accompagne presque toujours de la volonté des patrons de "flexibiliser" le travail, c'est-à-dire bas salaires et horaires souples. Il est décidément plus facile de parler de révolution technologique que de la vivre dans les entreprises.

Pas de fatalité

Pour l'instant, les ouvriers de Favag transférés d'un travail aux pièces vers les nouveaux produits perdent, en moyenne, entre 500 francs et 1000 francs par mois, passant par exemple de 3800 francs à 2800 francs pour un homme ou de 3000 francs à 2300 francs pour une femme. Sans compter la probable dégradation de leurs conditions de travail (3 x 8 entre autres). Devant les "réticences" des travailleurs face à ce "programme", la direction durcit actuellement le ton. Elle déplace (sous forme de "prêts" !) des travailleurs dans d'autres entreprises et parle licenciement en cas de refus. Va-t-on vers une vague de licenciements massive ? Pourtant la situation de l'entreprise est présentée comme très bonne. Ce qui n'empêche pas la direction de vouloir alléger son effectif et moins payer son personnel.

Il est urgent que les travailleurs refusent ce genre de diktats patronaux, qu'ils s'opposent aux licenciements et aux baisses de salaire. Car Favag, comme bien d'autres, peut payer. C'est une question de rapport de forces, de capacité de lutte, afin de montrer à la direction que les travailleurs ne sont pas des citrons que l'on jette une fois pressés. Une assemblée du personnel à la sortie du travail a permis d'exprimer cette détermination. Le syndicat et la commission ouvrière sauront-ils l'organiser ?

M. Perret

Rencontre Reagan – Gorbatchev à Genève :

«Le surarmement menace l'avenir de l'humanité»

"Depuis qu'on s'est rendu compte que les militaires sont irrémédiablement bêtes, on a inventé les armes intelligentes."

* ENTRETIEN AVEC L'AMIRAL ANTOINE SANGUINETTI *

Les 19 et 20 novembre se tiendra à Genève la rencontre Reagan – Gorbatchev, événement médiatique de toute première importance. Au-delà des flashs et des divers "scoops" qui ne manqueront pas de tenir en haleine les rédactions, où se situent les véritables enjeux de ce genre de conférence ? Dans quelle mesure le projet américain dit de la "guerre des étoiles" influe sur cette spirale insensée qu'est la course aux surarmements ? Comment analyser, dans ce contexte, la proposition soviétique de réduction de 50 o/o de l'arsenal stratégique ? Autant de questions que nous avons posées à l'amiral Antoine Sanguinetti. Ancien major général de la Marine française, auteur de plusieurs ouvrages dont** *Le vertige de la force* **(Editions La Découverte, 1984), l'amiral Sanguinetti, qui ne se considère pas comme pacifiste, est réputé pour sa connaissance de ce dossier et son point de vue "non orthodoxe". (Les intertitres sont de la rédaction.)

La Brèche : **Aujourd'hui la course aux armements prend des dimensions démentielles et menace purement et simplement l'avenir de l'humanité. Dans ce cadre-là, quel est le véritable enjeu de la rencontre Reagan – Gorbatchev à Genève ?**

Antoine Sanguinetti : Ce n'est pas d'aujourd'hui que la course aux armements prend une dimension démentielle. C'est depuis nombre d'années que le surarmement est devenu totalement insensé et menace l'avenir de l'humanité. Par conséquent, ce n'est pas lié à la rencontre Reagan – Gorbatchev. Celle-ci risque de n'être qu'une nouvelle manifestation de l'impuissance ou du refus des Américains et des Soviétiques pour ce qui est d'arrêter la course aux armements, ou même de la freiner.

VINGT ANS DÉJÀ

Pour moi, par conséquent, le véritable enjeu de cette rencontre de Genève – celle-là ou d'autres, passées ou futures – est plutôt de voir si les peuples concernés vont enfin prendre conscience que nous sommes engagés dans une impasse, et qu'il faut totalement changer les méthodes si l'on veut arriver un jour à un résultat.

Il y a maintenant près de vingt ans qu'ont commencé les négociations entre les deux pays, à la suite d'une clause du traité de non-prolifération de 1966 – à l'article 4 je crois – qui exigeait qu'en contrepartie du renoncement nucléaire des autres signataires, les Etats-Unis et l'Union soviétique rentrent immédiatement pour leur part dans un processus de diminution de leurs arsenaux. Ils ont alors entamé les négociations SALT pour la limitation des armements stratégiques, devenues START depuis, ce qui ne change pas grand-chose à l'affaire. Mais depuis cette époque, après bientôt vingt ans de soi-disant négociations, l'Union soviétique et les Etats-Unis ont multiplié par dix leurs arsenaux respectifs, violant ainsi de façon caractérisée le Traité de non-prolifération.

Du point de vue de leur déroulement, les conversations bilatérales entre les deux Grands sur la limitation des armes stratégiques ont d'abord abouti en 1972 au premier accord SALT-1. En dehors de la décision de renoncer aux défenses antibalistiques qui pourraient contrarier l'équilibre de la terreur – aujourd'hui remise en cause par l'IDS *(projet de "guerre des étoiles", réd.)* – c'était surtout un inventaire où l'on constatait déjà, il y a quatorze ans de cela, un niveau d'armements largement suffisant pour détruire le monde. Sept ans plus tard, en 1979, l'accord SALT-2 établissait un nouvel "équilibre" à un niveau très supérieur et plus fou encore. Or les Etats-Unis, bien qu'ils y conservent un avantage substantiel, ont refusé de le ratifier.

Parallèlement aux SALT, il y a d'autres enceintes où l'on discute désarmement, à Genève ou à Vienne, mais toujours sous l'égide des deux Grands uniquement préoccupés de se surpasser l'un l'autre, et donc sans résultats. Alors, puisque toutes ces conversations ont toujours échoué, il serait temps que face aux deux superpuissances qui peuvent détruire le monde, on voie se regrouper et s'unir tous les autres, ceux qui sont destinés à fournir les morts, les disparus et les victimes – ou même à être complètement détruits, en cas d'affrontement direct des deux Grands. Je veux parler des nations satellites des deux "protecteurs" mais aussi des neutres et non-alignés, qui devraient enfin secouer la tutelle dans les assemblées où ils ont droit à la parole. Par exemple à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, la CSCE, qui est passée d'Helsinki à Belgrade, Madrid et aujourd'hui Stockholm, et dont c'est bien la finalité ; ou alors à l'Assemblée générale de l'ONU, dont des sessions spéciales sur le désarmement ont déjà eu le mérite à deux reprises de poser le problème dans sa dimension mondiale de survie ou disparition de l'humanité, même s'il n'y a pas encore eu grands résultats.

C'est cette prise de conscience, l'enjeu actuel. Ce n'est pas le nouveau dialogue de sourds que l'on risque de constater entre deux partenaires qui n'ont jamais eu, et n'auront sans doute jamais simultanément le désir d'aboutir, ce qui serait pourtant la condition minima du succès. Encore que Reagan soit, lui au moins, déjà aux prises avec une partie de son opinion publique et de ses alliés.

La Brèche : **La proposition soviétique de réduire de 50 o/o l'arsenal stratégique traduit-elle un handicap technologique de l'URSS ou, plus profondément, reflète-t-elle une politique différente de celle des Etats-Unis dans le domaine de l'armement nucléaire ?**

Antoine Sanguinetti : Jusqu'à présent la plupart des propositions de désarmement énoncées par l'un ou l'autre ont toujours été tellement déformées par la presse, confondant armements stratégiques et intercontinentaux, par exemple, ou présentant comme une proposition globale ce qui n'était que partiel et limité, qu'il est difficile de s'aventurer en sûreté sur ce terrain.

Admettons que la proposition soviétique de réduction de 50 o/o s'applique, comme il a été dit, à l'ensemble de l'arsenal stratégique, c'est-à-dire des armes soviétiques capables, par leur position et leur portée, de frapper les Etats-Unis, et des armes américaines capables, sur les mêmes critères, de frapper le territoire de l'URSS. Au plan du désarmement en général, c'est évidemment valable ; tandis que pour les Américains, cela leur laisse l'avantage du nombre de têtes, c'est-à-dire l'avantage tout court, sans même compter la fiabilité ou la précision supérieures de leurs engins. Un simple refus de leur part témoignerait donc de mauvaise volonté ; et Reagan lui-même a dû reconnaître que c'était positif, ce qui ne signifie nullement qu'on aboutira à un accord auquel, moi, je ne crois pas.

UN PROBLÈME ÉCONOMIQUE

Motiver maintenant cette proposition par un handicap technologique de l'URSS ne me semble pas valable. Ce handicap existe, et c'est vrai que l'URSS a toujours cinq à dix années de retard sur les USA dans ce domaine, mais pour le nucléaire, cela importe peu. Ce qui importe, c'est l'existence d'armes à un certain niveau quantitatif de suffisance – largement dépassé aujourd'hui, du reste –, ce n'est pas la perfection de leur réalisation ni le détail de leurs capacités.

Y voir une politique différente de celle des Etats-Unis dans le domaine de l'armement nucléaire, c'est possible mais ce serait nouveau, et cela demande une analyse plus fine. Si l'URSS avait voulu mener une politique différente de celle des USA, il y a longtemps qu'elle aurait pu refuser de suivre puisque, dans tous les cas, elle a de quoi détruire plusieurs fois son adversaire. Donc sa politique, en dehors de l'initiative de relance de la course qui appartient en général aux USA, est en gros la même : comme les USA, surarmer et accumuler, sans aucune justification militaire, des armes inutiles puisque l'humanité serait détruite avant qu'on ait jamais pu les tirer. S'agit-il d'orgueil national mal placé, ou d'un refus d'accepter une apparence d'infériorité par crainte d'une perte d'influence politique, c'est une autre histoire !

Mais il y a une troisième hypothèse, c'est l'hypothèse économique : c'est **économiquement** que l'URSS ne fait pas le poids. Souvenez-vous des paroles de Reagan, annonçant son nouveau programme d'armements après son arrivée au pouvoir : *"Les Etats-Unis vont relancer la course, et l'URSS ne pourra pas suivre."* La raison en est bien simple : le PNB *(Produit national brut, réd.)* de l'URSS est en gros la moitié de celui des USA, et la moitié de celui de leurs alliés européens, donc le quart de celui du monde occidental. Pour dépenser l'équivalent de 4 o/o du PNB occidental – ce qui est moins que l'alliance atlantique – il faudrait qu'elle y consacre 16 o/o de son propre PNB, ce qui serait intolérable pour son économie et qu'elle ne parvient pas à réaliser. Alors elle est en retard dans tous les domaines.

Et c'est cela le fond du problème : depuis des années les USA tentent d'entraîner l'URSS dans des dépenses folles, avec l'espoir de déstabiliser son régime par la faillite économique, et ils continuent. S'il est vrai que cette incitation permanente à gaspiller les ressources relativement limitées de l'URSS n'a pas réussi à détruire le Kremlin, elle retarde en tout cas le jour où les Soviétiques pourront donner à leur population un certain nombre des satisfactions matérielles qu'elle attend depuis si longtemps. Et c'est peut-être de cette situation que Gorbatchev veut enfin sortir, sans trop perdre la face. Mais rien ne prouve, au contraire, que Reagan soit prêt à l'y aider.

La Brèche : **Le projet américain connu sous le nom de "guerre des étoiles" change-t-il les données du problème ?**

Antoine Sanguinetti : La guerre des étoiles, effectivement,

va plus loin. Elle coupe littéralement l'herbe sous les pieds de Gorbatchev s'il voulait sortir enfin de cette course aux armements.

Au fond, militairement, il pourrait le faire sans danger : la très légère perte de face qui s'ensuivrait peut-être, serait largement compensée par la sagesse, facilement exploitable au niveau de la propagande, dont il témoignerait ainsi à la face du monde et qui mettrait l'opinion internationale de son côté. Gorbatchev pourrait très bien arguer que l'URSS a déjà largement de quoi détruire les USA, et que si ceux-ci veulent continuer à accumuler des armes au-delà de l'utile, ça les regarde, mais que l'URSS refuse désormais ce gaspillage scandaleux.

SITUATION NOUVELLE

Mais la guerre des étoiles au contraire, ou plutôt l'IDS, crée une situation totalement nouvelle. L'armement de l'Union soviétique face aux Etats-Unis, si le projet de Reagan aboutit, peut se retrouver complètement périmé et inutilisable. Et si la Russie n'a pas acquis en même temps que les USA, dans les mêmes disciplines, un niveau technologique analogue qui lui permette de maintenir l'équilibre, elle risque de se retrouver un jour pratiquement désarmée face aux nouvelles armes de son adversaire. Conclusion : elle est obligée de suivre !

Succinctement, l'IDS a pour but déclaré de mettre au point un système infranchissable de destruction des engins balistiques adverses dans les différentes phases de leur vol, par des lasers de très grande puissance dirigés à partir de satellites géostationnaires. C'est encore au stade de la science-fiction chère à Hollywood, d'où vient Reagan. Mais que ce soit réalisé, et l'immunité des USA contre toute frappe soviétique serait absolue. En revanche le système présentera alors, et de ce fait même, d'immenses dangers pour les autres.

l'URSS la même politique que Kennedy, il y a une vingtaine d'années, lors du "missile gap" ?

Antoine Sanguinetti : Il est impossible de dire cela. La seule chose que l'on puisse affirmer, c'est que l'administration Reagan emploie le même procédé que Kennedy à l'époque, c'est-à-dire prétendre à une supériorité soviétique parfaitement mensongère, pour obtenir du Congrès les sommes considérables qu'elle voudrait consacrer aux armements.

UNE SUPÉRIORITÉ POUR GAGNER LA GUERRE

Ce qui diffère à mon sens totalement, c'est le but poursuivi par l'un et l'autre, Kennedy ou Reagan. Au temps de Kennedy, la course aux armements ne faisait que commencer et les USA avaient laissé, par négligence, l'URSS procéder au premier lancement d'un engin intercontinental. Mais ils avaient déjà l'énorme capacité technologique et l'appareil industriel qui allaient leur permettre de rattraper cette erreur dans l'année, puis — le mensonge du "missile gap" étant simplement destiné à faciliter le vote des crédits nécessaires — d'acquérir, en quantité et qualité, une supériorité absolue et irréversible, écartant des USA tout danger présent ou futur.

Pour Reagan c'est très différent. D'ores et déjà les USA disposent, au plan stratégique, d'un très gros avantage sur l'URSS : technologique d'abord, avec des armes beaucoup plus sûres et évoluées ; quantitatif ensuite, même en ne comptant pas leurs armes avancées ni leurs euromissiles, avec un écart d'environ 3000 têtes en plus.

Donc le but n'est pas le même. Kennedy voulait développer son arsenal d'équilibre de la terreur pour dissuader dans tous les cas l'URSS de nourrir des idées d'agression ; il semble que Reagan veuille au contraire, par des armes nouvelles, se donner sur l'URSS une supériorité telle qu'il soit

"Les soldats de l'OTAN disent "non" aux missiles Cruise et aux Pershing II !!!"

De nombreux savants américains ont en effet relevé que le système de satellites géostationnaires surveillant et menaçant à vue directe les sites de lancement soviétiques, sera lui-même vulnérable à des lasers adverses analogues basés au sol en URSS, plus faciles à mettre au point, et en œuvre. Pour ne pas perdre le bénéfice de leur important effort technologique et financier les Etats-Unis pourraient être tentés, s'ils réussissent les premiers, de ne pas attendre que les Soviétiques aient atteint cette capacité, et d'ouvrir eux-mêmes les hostilités en détruisant les ICBM soviétiques *(missiles intercontinentaux, réd.)* dans leurs silos, plus sûrement et facilement qu'en vol. Le système est donc éminemment déstabilisant.

Dans tous les cas, même en écartant cette hypothèse pessimiste, l'IDS vise à réaliser l'interception des engins balistiques de portée intercontinentale ou intermédiaire qui constituent le gros des armes stratégiques. Mais elle laisse de côté les engins balistiques de portée donc de temps de vol plus courts, et les missiles de croisière dont les vols n'ont lieu que dans les couches basses de l'atmosphère ; plus généralement, elle néglige la grande panoplie des armes nucléaires tactiques destinées à la fameuse guerre nucléaire limitée qui signerait la mort des Européens, et qui sera rendue d'autant plus possible désormais qu'il n'y aura plus aucun risque pour le sanctuaire américain. En fait, le monde sera plié sans recours à la volonté de Washington, pour le meilleur ou pour le pire.

La Brèche : **L'administration Reagan mène-t-elle vis-à-vis de** assuré de gagner une guerre s'il lui prenait le besoin de la déclencher.

La Brèche : **Schématiquement la rencontre de Genève peut avoir deux prolongements : soit l'embourbement comme ce fut le cas à de nombreuses autres occasions, soit un gel transitoire du développement de certains types d'armes. Mais le problème reste de stopper la spirale du surarmement, de dénucléariser le monde. Face à cet objectif, quels moyens mettre en œuvre ?**

Antoine Sanguinetti : Les moyens sont limités. Dès lors que les gouvernements, pour diverses raisons économiques ou militaires suivant les cas, n'osent plus prendre position contre le jeu des superpuissances, il n'y a pas d'autre moyen que d'alerter les opinions publiques pour qu'elles fassent pression sur leurs dirigeants, au moins dans les démocraties. C'est ce que nous faisons, vous et moi, et bien d'autres.

La Brèche : **Quel est votre jugement sur la politique française en la matière ?**

Antoine Sanguinetti : Je crois qu'il ne faut se tromper ni de combat, ni d'adversaire. Ce n'est pas la France qui mène ou relance la politique de surarmement, et ce n'est pas elle qui se met en mesure de pouvoir déclencher une guerre chez les autres. Donc, même si je n'approuve pas tous les aspects de sa politique, et si certains me déplaisent même parfaitement, cela reste secondaire dans le problème qui nous occupe.

Guerre des étoiles et guerres réelles

Le délire de la course aux armements a atteint de telles proportions qu'il est devenu l'indice le plus choquant de la démence de ce siècle. Ainsi l'amiral Sanguinetti, pourtant partisan d'une forte défense nationale française, en vient à dénoncer l'arme nucléaire. Mais la démence est, en même temps, devenue si quotidienne, si "normale", qu'une petite nouvelle de l'Agence télégraphique suisse passe quasiment inaperçue : *"Les dépenses consacrées aux armements dans le monde atteindront 800 milliards de dollars à la fin de l'année. Par comparaison, les pays du monde ont consacré en moyenne, en 1985, 450 dollars pour élever un enfant et 25 600 dollars pour équiper un soldat"*, signale timidement *Le Courrier* (8 novembre 1985). La nouvelle n'émeut presque plus et on passe pour "vieux jeu" de rappeler les milliers d'enfants qui meurent de faim **chaque jour** pendant que des savants aliénés et serviles de gouvernements déments calculent comment faire exploser la planète : une fois, deux fois, trois fois...

Même si elles n'ont pas eu gain de cause (pas même en Hollande), les énormes manifestations pacifistes rappellent cependant une chose essentielle : ce délire militariste n'est pas une fatalité mais une folie **humaine**, produit **de gouvernements et de rapports sociaux.** Et la folie humaine peut se soigner, si **d'autres** hommes et femmes s'y mettent !

Mais comment combattre, aujourd'hui, la folie reaganienne de la guerre des étoiles ? Gorbatchev prétend négocier, "pour la paix". Si l'URSS **n'est pas** la "force de paix" qu'elle prétend être, ce n'est pas seulement à cause de l'Afghanistan (où elle n'a rien à faire). C'est surtout, comme l'évoque Sanguinetti, parce que la bureaucratie au pouvoir ne peut que tenter de justifier l'impossible : concurrencer les USA avec une économie socialisée **de productivité nettement inférieure.** Pour fabriquer des engins aussi sophistiqués que les USA, elle doit au moins consacrer le double de son produit national. Reagan le sait et la *"force à suivre"* pour alourdir son budget militaire, miner l'économie soviétique. Un gouvernement réellement socialiste retirerait non seulement ses troupes d'Afghanistan mais refuserait surtout de suivre le surarmement US. Il consacrerait l'essentiel des ressources à améliorer les besoins sociaux — et donc la productivité de l'économie socialisée — montrant ainsi la supériorité d'une économie socialiste. Si Gorbatchev ne le fera pas plus que Brejnev, c'est que la bureaucratie ne peut pas développer l'autogestion des travailleurs qu'exige ce choix sans scier la branche même sur laquelle est assis son pouvoir. Il ne lui reste que la mascarade des négociations de Genève pour essayer d'atténuer les effets désastreux des initiatives américaines sur l'économie soviétique.

Avec des moyens **ridicules** comparés au géant américain, le minuscule Nicaragua a montré jusqu'ici que **la voie du désarmement n'est ni militaire, ni diplomatique.** Sa force ne tient pas à son armée mais aux mesures sociales radicales prises par les révolutionnaires. Ses ressources cependant restent dérisoires et Reagan le sait : la guerre qu'il mène contre le Nicaragua a pour but premier de le forcer à dépenser 40 o/o de son budget pour la défense et saper ainsi à la fois son économie et son crédit politique et social. A proportions différentes, Reagan agit en somme contre le Nicaragua comme contre l'URSS : la "guerre des étoiles" doit miner l'économie soviétique et la "guerre des contras", réelle celle-là, faire chuter le sandinisme.

C'est ici que la mascarade des négociations de Genève devient une sinistre tragédie. La revue de la Société de Banque Suisse *Le Mois* (novembre 1985) rappelle que les dépenses pour le MX, la guerre des étoiles ou autres missiles ne sont qu'un petit morceau des dépenses militaires US, *"des dépenses en somme marginales"* sur les 300 milliards du budget américain de la défense. **L'essentiel de la course aux armements est consacré aux armes dites conventionnelles, c'est-à-dire aux guerres praticables, réelles !** Ce n'est pas cela qui se négocie. Ces armes, au contraire, équipent notamment toutes les dictatures du tiers monde qui oppriment les millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui meurent de faim. Reagan n'est pas seulement le fou de la guerre des étoiles de demain, mais le fanatique des guerres réelles d'aujourd'hui. Et Gorbatchev, en Afghanistan, lui rend la tâche encore plus facile.

La course aux armements sera d'autant moins une fatalité si les peuples exploités et opprimés gagnent la guerre "conventionnelle", mais bien réelle, de leur libération politique et sociale. A eux notre solidarité. De toute urgence !

Michel Thévenaz

Caisses noires du gouvernement bernois :

Dehors les hors-la-loi

Martignoni et Krähenbühl : "C'est pas moi, c'est lui."

Pas de jour sans que de nouvelles révélations sur les activités illégales du Conseil Exécutif bernois ne fassent la une des quotidiens. En voici quelques-unes : l'achat d'un terrain pour 1,3 million de francs sans en référer au Grand Conseil, la réparation aux frais de l'Etat de la voiture privée du directeur de la police (9000 francs), le remboursement des déplacements en train des trois membres de l'exécutif siégeant au Conseil national (les UDC Müller et Martignoni et le socialiste Meyer), alors qu'ils possèdent un abonnement CFF 1e classe. Et l'ex-fonctionnaire des finances, R. Hafner (à l'origine de la dénonciation de ce scandale), annonce qu'il est prêt, si les députés le lui demandent, à dévoiler d'autres malversations... des conseillers d'Etat, mais aussi des représentants des partis gouvernementaux (UDC, radicaux et PS) !

Même le quotidien bourgeois *Der Bund* qui, dans un premier temps, défendait l'exécutif, devant l'avalanche de scandales, a dû changer de position. Le gouvernement, explique-t-il, doit être renouvelé dans sa totalité, il a besoin de personnalités n'ayant pas trempé dans l'affaire des caisses noires.

L'UDC (Union démocratique du centre) et les radicaux ont été finalement obligés de soutenir la proposition de la commission d'enquête du Grand Conseil et du PS d'ouvrir une enquête disciplinaire sur l'ensemble des directions cantonales. Les deux grands partis bourgeois se posent sérieusement la question s'ils peuvent encore proposer, pour une nouvelle législature, leurs représentants (quatre UDC et deux radicaux). Les directeurs des départements de l'agriculture et de l'instruction publique (UDC et radical) ont déjà annoncé leur démission pour raison d'âge. Martignoni (UDC), du Département des finances, et Krähenbühl (radical), justice et police – les plus impliqués jusqu'à présent – ont enfin présenté leur démission pour la fin de la législature. Leurs partis espèrent ainsi se redonner une image d'intégrité avant les élections cantonales du printemps 1986. Ils craignent trop que ce lavage de linge sale bénéficie aux petites formations politiques (POCH, DA/Alternative démocratique) qui furent les seules au Grand Conseil à dénoncer, durant ces dernières années, les comptes troubles du Conseil Exécutif. L'Action nationale aussi pourrait largement profiter de la grogne générale.

Traficoter "légalement"

Quant au PS, impliqué dans le scandale par ces trois représentants, il n'ose pas exiger la démission en bloc de l'exécutif. Ne vient-il pas d'ailleurs de renouveler sa confiance à ses trois membres du gouvernement ? Pire, il a suivi les deux grands partis bourgeois dans la proposition de créer des bases légales pour financer les activités de Force démocratique (FD) ! Le versement de 740 000 francs, de 1974 à 1982, n'a ému les conseillers que dans la mesure où le gouvernement l'a fait sans base légale... Qu'à cela ne tienne, ils votent allègrement, à une très forte majorité, une législation permettant à l'exécutif de poursuivre officiellement son aide à FD...

Les arguments de la majorité : soutenir la minorité francophone (comme si les séparatistes ne formaient pas aussi une minorité) et surtout veiller à la sécurité de l'Etat contre les agissements des autonomistes. C'est la reconnaissance, en fait, d'une seule légalité dans le Jura bernois : celle de FD et des Sangliers, l'interdiction de toute voix oppositionnelle. La décision du Grand Conseil viole le respect des droits démocratiques les plus élémentaires. A quand le soutien officiel à des milices populaires pour s'opposer à la venue de réfugiés comme le propose, dans une lettre au *Bund,* M. Moser, procureur du canton (et qui, jusqu'à présent, n'a pas été inquiété dans ses fonctions après ses déclarations) ? Quand le Grand Conseil créera-t-il les bases légales pour soutenir l'organisation Pro Libertas, réputée pour son anticommunisme primaire, et qui a bénéficié de dons gouvernementaux puisés dans les gains de la loterie ?

Deux poids, deux mesures

L'affaire des caisses noires n'est pas terminée. Les enquêtes vont se poursuivre. Nous pouvons nous attendre à d'autres révélations scandaleuses. Nous exigeons une **enquête pénale,** et non seulement disciplinaire, **contre les membres du gouvernement.** Pour des faits moins accablants un simple employé aurait été immédiatement limogé. Les "salariés de luxe" du gouvernement n'ont pas à bénéficier d'un régime de faveur. Tous ont des comptes à rendre. Démissionnaires ou non, par leur collégialité, ils sont tous impliqués. Nous demandons que les quatre conseillers, qui n'ont pas encore démissionné, soient destitués. Quant aux décisions du Grand Conseil en faveur de FD, nous allons **porter plainte auprès du Tribunal fédéral** pour mesure violant la Constitution fédérale et contraire aux droits démocratiques.

Les partis gouvernementaux n'ont pas fini de laver leur linge sale...

Sylviane Zulauf

Entre copains – coquins, quelques avantages

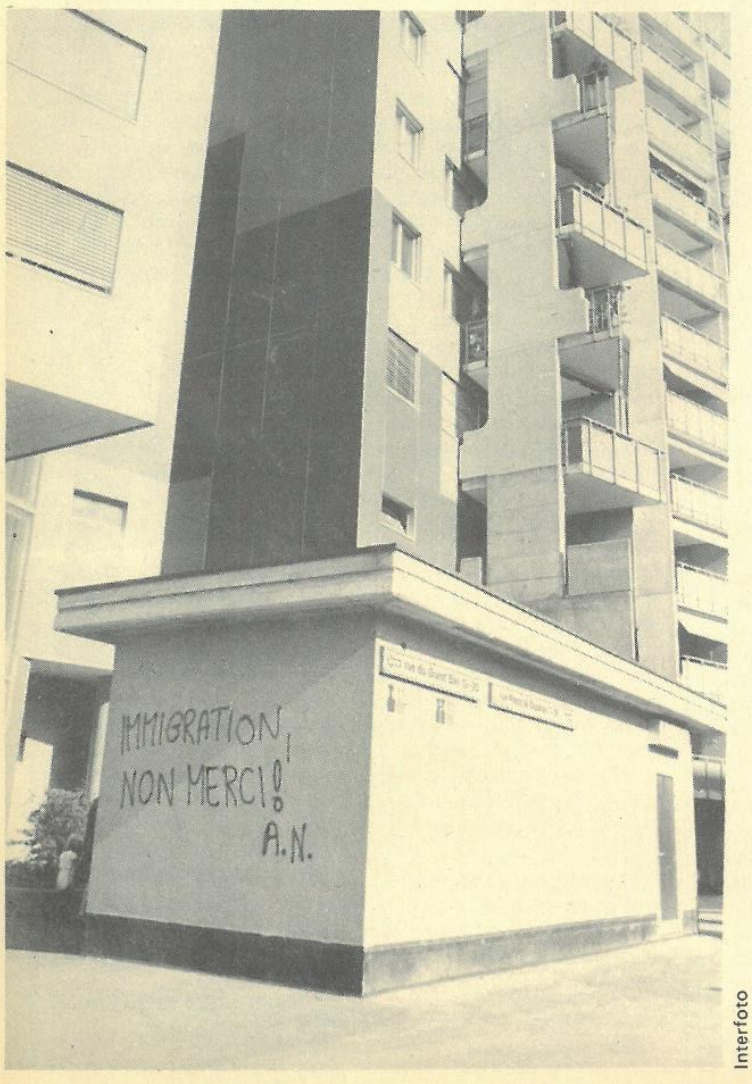
Les conseillers d'Etat bernois jouissent, légalement, d'une série d'avantages matériels non négligeables. Quelques chiffres publiés par le quotidien *Der Bund* :

- salaire annuel de 180 000 francs ;
- contribution annuelle de 10 000 francs pour frais de représentation ;
- abonnement général CFF de première classe ;
- une voiture (Mercedes) disponible en tout temps avec chauffeur.

Pour les magistraits utilisant leur bagnole dans le cadre de leurs fonctions :

- dispense de la taxe cantonale sur les véhicules ;
- paiement par le canton des assurances RC et passagers ;
- gratuité des services d'entretien et des réparations effectués par le garage du Commissariat cantonal des guerres ;
- gratuité de l'essence lors des déplacements officiels ;
- 50 o/o des frais remboursés par l'Etat si la voiture est confiée à une entreprise privée pour réparation ;
- versement annuel de 5000 francs pour l'amortissement du véhicule.

Ajoutez à cela les diverses magouilles révélées par Hafner et vous aurez une vague idée du compte en banque de ces "honorables" personnages.



Interfoto

Genève :

TOUR DE VILLE ANTIRACISTE

Les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) ont organisé à Genève un tour de ville antiraciste. Montrer que les jeunes s'opposent au racisme et dénoncent la démagogie de Vigilance en était le premier but. La manifestation, intitulée "excursion touristique dans la ville raciste", a regroupé une cinquantaine de jeunes à vélo, boguet ou moto.

Réunie samedi après-midi 2 novembre sur la place du Molard, la manif s'est rendue devant le siège de Vigilance, place Longemalle, pour déployer une banderole : "Vigilance, ras-le-bol de vos salades". On se souvient que, durant la campagne au Grand Conseil, l'extrême droite genevoise avait distribué des salades suisses. Retour donc à l'expéditeur sous la forme de chicorées flétries. *"Vigilance est devenue le premier parti de Genève grâce à une campagne électorale simpliste et démagogique qui utilisait les immigrés et les réfugiés comme boucs émissaires. Déjà les autres partis de droite lui emboîtent le pas. Nous voulons montrer qu'il existe à Genève des gens qui refusent ces idées",* ont déclaré les manifestant(e)s.

Apartheid et expulsion des réfugiés

Le parcours s'est ensuite poursuivi en direction d'une grande banque suisse. Par un théâtre de rue, nous avons protesté contre les liens, politiques ou économiques, de la Suisse avec l'Afrique du Sud (cf. *La Brèche,* No 351, 2 novembre 1985). Les banques jouent à ce propos un rôle de tout premier plan. Ce n'est pas un hasard d'ailleurs si le Conseil fédéral se refuse à couper les relations avec le régime d'apartheid.

Enfin nous nous sommes arrêtés devant les bureaux du contrôle de l'habitant. "Haut lieu" des méthodes musclées et expéditives chères aux autorités pour "régler" le problème des réfugiés, cette étape voulait dénoncer la vague d'éxpulsions qui caractérise la politique officielle dite d'asile. Les récents exemples des Zaïrois et des Turcs expulsés *(voir notre interview en p. 3)* soulignent, si besoin était, à quel point la situation devient dramatique. Exprimer notre opposition à la montée de l'extrême droite et du racisme est ainsi plus nécessaire que jamais.

correspondant

Gorbatchev à Genève :

Le bureaucrate nouveau est arrivé

Prenant de court le beaujolais, Gorbatchev arrivera le premier à Genève. Le bureaucrate avant le picrate; mais c'est la promotion publicitaire qui reste gagnante dans les deux cas.

Au grand dam des spécialistes occidentaux des relations publiques et de l'"information", qui s'étaient doucement habitués à se reposer sur l'image. "Journalistes sans doute, mais surtout saltimbanques, bonimenteurs tous azimuts. Ne disant pas forcément n'importe quoi, mais capable d'à peu près tout. Polyvalents, réversibles, souvent. Interchangeables dans leurs fonctions avec publicitaires et hommes politiques." **(Bernard Thomas,** Le Canard enchaîné, **30 octobre 1985) Avec Brejnev, Andropov, Tchernenko, c'était facile : "A ma droite une bande de vieillards emmitouflés, chapeautés et rasotés. L'Empire du mal. A ma gauche, un jeune retraité, pétant le feu, plein de dynamisme. L'Amérique triomphante. Madame, échangeriez-vous deux barils de vieux cons sans espoir contre un de jeunes loups pleins d'avenir ?" Gorbarchev débarque et c'est la panique chez les montreurs d'images. Il est visiblement plus jeune que l'autre, il accepte des entretiens spontanés, il ne porte pas toujours un chapeau et – c'est là qu'on voit l'inspiration proprement satanique du communisme – il cause avec les mains, comme le premier méridional venu. Catastrophe, tout est à refaire :** "Le look rébarbatif qui se dégageait du balcon du Mausolée Lénine représentait à merveille l'idée d'un empire sur le déclin. L'image, à elle seule, était parlante au point de rendre superflue toute explication. (...) Or voilà qu'il ne suffit plus de ricaner. Notre regard d'étranger est pris au piège. Des vertus qui, ailleurs, vont de soi assurent au nouveau leader du Kremlin un crédit bien contestable." **(Jürg Bisseger,** 24 Heures, **9 octobre 1985) Ou comment s'apercevoir avec horreur que la bureaucratie sait aussi jouer du "look", qu'elle a autant de cynisme et de mépris que la bourgeoisie impérialiste. Reagan n'est plus seul à faire du cinéma moderne, le Kremlin vient d'abandonner le muet.**

Sur le fond, qu'est-ce-que ça change ? Pas grand-chose précisément. Et c'est bien là tout le problème de la bureaucratie soviétique. Qui sait bien que les effets positifs de sa gestion s'annulent de plus en plus et que d'immenses besoins naissent, auxquels elle ne sait que répondre. Brillant rejeton de l'appareil, Gorbatchev en est conscient : "Le besoin d'un changement draconien et la nécessité d'une amélioration radicale des performances ne sont pas seulement appuyés par le peuple; ils deviennent sa revendication, l'impératif réel de notre époque." (Time, **9 septembre 1985) Même un personnage aussi peu suspect de laisser-aller idéologique que le nouveau chef du KGB, Victor Tchebrikov, s'est exclamé :** "Il faut supprimer le diktat du producteur sur le consommateur." (Le Monde, **8 novembre 1985) Vaste programme, dont l'application reviendrait à supprimer le diktat des privilèges et du monopole politique de la bureaucratie sur les besoins des travailleurs. Un tel suicide n'est pas à l'ordre du jour pour les apparatchiks. Il suffit de voir le train de réformes impulsé par Gorbatchev pour s'en convaincre. Le nouveau programme du PC soviétique se contente de gommer les trompe-l'œil krouchtchéviens. Pas trace de "changement draconien". Les nouveaux statuts : un peu moins de poussière sur les mêmes meubles vermoulus. Seul l'appareil a senti passer le vent du renouveau ; mais la sénilité et l'artériosclérose lui avaient bien ouvert la voie. Alors, à l'Est, rien de nouveau ? Pas dans les problèmes, ni dans leur origine. Mais dans leur accumulation. L'urgence est là. Saint Jaruzelski, priez pour eux, car ils ne savent pas non plus comment faire !**

Eric Peter

Guatemala :

Marché indien.

LES ÉLECTIONS DE LA CONTRE-INSURRECTION

Le 3 novembre 1985, sous la surveillance d'une armée terroriste et ses menaces à peine voilées contre l'abstentionnisme ainsi que les exhortations de la hiérarchie catholique à participer au vote, de longues files d'électeurs se sont formées pour élire des maires, 100 députés à l'Assemblée législative et choisir un futur président. La démocratie-chrétienne internationale – avec l'aval des secteurs de la social-démocratie – avait ameuté les observateurs internationaux. L'ONU, l'OEA (Organisation des Etats Américains) et des représentants de 14 pays devaient attribuer une légitimité à cette opération électorale, désormais attribut de la politique des Etats-Unis en Amérique latine.

Pourtant, militaires guatémaltèques comme diplomates américains n'ont pas caché le sens effectif de ce ravaudage démocratique. *"Les diplomates américains voient les élections comme un moyen de placer le pays dans le courant des nations démocratiques liées aux Etats-Unis, afin de s'opposer à l'exemple de la révolution nicaraguayenne, dirigée par des marxistes"*, rapporte l'envoyé du *Herald Tribune* (4 novembre 1985). Quelques dizaines de millions de dollars récompenseront le bon élève.

Le général Rodolfo Zamora a éclairé le sens de l'événement. Selon lui, ce n'est que **la troisième étape du "plan de campagne militaire"** de la "contre-insurrection" (*El Pais*, 2 novembre 1985). La première s'est déroulée en 1982 : défaite partielle infligée à la guérilla, en massacrant la population indienne. Aujourd'hui, le Guatemala compte 100 000 orphelins, des centaines de milliers de réfugiés "internes et externes", quelque trente mille "disparus". La deuxième, celle de "fermeté", a été appliquée en 1983. Par dizaines de milliers, des Indiens – ils constituent 60 o/o de la population – ont été regroupés dans des "pôle de développement" (les "hameaux stratégiques" du Vietnam). 900 000 sont enrégimentés dans les "patrouilles d'autodéfense civile", utilisées entre autres pour attiser des conflits entre ethnies. Ce terrorisme de masse – planifié dans tous ses détails par des experts de Formose, d'Israël, d'Argentine, des Etats-Unis... – devait retirer toute base sociale aux forces révolutionnaires. La troisième est celle de la "réconciliation institutionnelle" : lisez les élections à l'Assemblée constituante, en 1984, et présidentielles, en 1985.

Des civils militarisés

Le discrédit du régime militaire est si profond, la crise économique d'une telle ampleur, les tensions au sein du bloc au pouvoir si aiguës qu'une recomposition institutionnelle devenait une condition de la sauvegarde du régime contre-insurrectionnel.

Un tel raccommodage nécessitait préalablement d'avoir créé un climat de terreur et d'infliger des coups sérieux aux seules forces qui s'opposent socialement et politiquement au régime : les organisations révolutionnaires regroupées pour la plupart dans l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG).

Mais, surtout, le nouveau gouvernement civil ne doit pas mettre en cause les prérogatives des militaires. Ces derniers ont d'ailleurs tissé un réseau de pouvoir – les Coordinations interinstitutionnelles – jusqu'au niveau local qui leur assure le contrôle effectif de la situation. Un hebdomadaire publié dans la capitale soulignait que : *"La principale inconnue de tout ce processus (électoral) reste la nature de l'accord que le prochain gouvernement a passé ou va passer pour obtenir l'appui de l'institution militaire, qui, malgré ses déclarations d'impartialité et d'apolitisme, s'est déjà emparée de tous les fils pour le contrôle du gouvernement depuis des positions non gouvernementales."* (*Inforpress*, 24 octobre 1985)

Ceci explique que tous les candidats à la présidence, y compris le social-démocrate Mario Solorzano, aient explicitement renoncé à *"enquêter sur le passé"* des militaires. De même aucun ne s'est aventuré à proposer une quelconque réforme sociale. Ces élections se sont déroulées dans le cadre du projet des militaires et "à côté" des questions sociales et démocratiques qui sont au centre des préoccupations de l'essentiel de la population, dont 40 o/o – selon les chiffres officiels ! – ne peuvent obtenir une ration alimentaire minimum. Chômage et sous-emploi frappent près de 50 o/o de la population active. L'inflation s'emballe.

La "démocratie" austère

Derrière la scène électorale, ce sont les révoltes de masses du début septembre contre l'augmentation du prix des transports, les grèves des enseignants, des employés de banque, les revendications de divers syndicats du secteur privé qui indiquent les enjeux effectifs de la période présente. Les actions militaires des organisations membres de l'URNG se sont renforcées durant les derniers mois. Cependant, elles restent partiellement à l'écart des centres de l'activité renaissante du mouvement de masse.

Le démocrate-chrétien, Vinicio Cerezo, a emporté le premier tour des élections. Il se profile comme le vainqueur du deuxième tour, le 8 décembre. Il s'efforcera d'utiliser l'espace politique que lui a procuré l'armée et la faiblesse relative présente des forces révolutionnaires pour tenter d'échanger un vague espoir de démocratie – et pourquoi pas un "dialogue" conditionnel avec les forces révolutionnaires – contre une politique économique et sociale profitant aux couches dominantes. Etant donné la profondeur de la crise, il y a peu de chance qu'une telle "stabilisation institutionnelle" puisse être couronnée de succès sur le moyen terme.

A. Dubois

2/3 novembre 1985,
Symposium de Chleehus – Berne :

Les luttes à l'Est: solidarité

Congrès de Solidarność à Gdansk en 1981.

Plus de trois cents personnes ont participé activement aux deux jours de débats et de travaux du symposium de solidarité. Assemblées générales et commissions, les réunions étaient animées par des oppositionnels allemands, polonais, tchécoslovaque, soviétiques, yougoslave. A l'ordre du jour, les thèmes suivants : "Crise dans les pays de l'Est – crise du socialisme ?", "Expériences des luttes à l'Est", "Mouvement pour la paix : même but à l'Est et à l'Ouest ?", "Solidarité internationale : avec qui ? dans quel but ?" Le bilan en quelques mots clés : contre le totalitarisme, pour le socialisme, renforcer la solidarité ! Contre les préjugés, pour la paix, multiplier les contacts !

Dans un contexte marqué par l'offensive idéologique et économique d'une bourgeoisie revancharde et par la crise des "socialismes réellement existants", la tenue de ce symposium n'est pas un mince succès. Des idées simples s'imposaient comme autant d'évidences : l'Union soviétique et les pays dominés par le système soviétique ne sont pas socialistes. Ce sont des adversaires du socialisme.

De 1956 à 1981

En Hongrie, 1956 ; en Tchécoslovaquie, 1968 ; en Pologne, 1981 : ce système a brisé des mouvements d'émancipation de ces peuples. Parce que son pouvoir, c'est la négation même de toute autonomie, de tous droits ouvriers. Ce pouvoir a ainsi discrédité, aux yeux des masses du monde industrialisé, le projet socialiste et lui a causé un grave dommage.

La solidarité, l'autogestion, la démocratie, l'autodétermination, voilà les outils du socialisme pour supprimer l'oppression et l'exploitation.

Piotr Egidès (URSS), Zagorka Golubovic (Yougoslavie), Roland Jahn (RDA), Zbigniew Kowalewski, Jan Minkiewicz (Pologne), Zdenek Mlynar (Tchécoslovaquie) sont intervenus en s'appuyant sur ce socle de références. Discutant les expériences auxquelles ils ont pris part dans leurs pays respectifs, ils soulignent leurs richesses aux participants.

La discussion sur la paix, animée par deux orateurs de RDA – Roland Jahn – et de RFA – Dieter Esche – a mis l'accent sur une autre approche. A l'Est et à l'Ouest, le mouvement pour la paix a le même but : réduire la tension entre les deux blocs ! Parce que c'est la condition au développement de liens par-dessus les blocs : pas d'avenir sans paix ! Le mouvement pour la paix doit-il prioriser les liens avec les mouvements officiels ? avec les mouvements oppositionnels ? Comment stimuler les deux : voilà l'objet d'un débat nourri qui reste ouvert.

Un pas dans la solidarité

Le CSSOPE/SOK (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est) est à l'initiative de ce symposium, rejoint dans un comité d'organisation ad hoc par le Groupe de travail Est-Ouest du Conseil suisse pour la paix. PSO, POCH, Combat socialiste lui ont apporté leur soutien ainsi que de nombreuses personnalités du Parti socialiste. Plusieurs organisations de la gauche alternative et écologique, la Coordination nationale Solidarité avec Solidarność, la Confédération des syndicats chrétiens, la Confédération romande du travail (CRT), l'Oeuvre suisse d'entraide ouvrière l'ont également soutenu.

Un bilan globalement positif ? Non bien sûr. Trop souvent les interventions se suivaient sans se répondre, les débats étaient plus évoqués que structurés. Mais un pas en avant dans la réflexion et la solidarité. Le symposium décidait la mise en place d'une chaîne de la solidarité destinée à renforcer les campagnes de soutien. Le CSSOPE/SOK a présenté ce projet afin d'assurer que ces campagnes puissent être prises en charge par d'autres, individus ou groupements.

Par acclamation, les participants ont adopté une motion adressée à la Commission clandestine de coordination (TKK) de Solidarność, assurant le syndicat polonais et sa direction de leur soutien. Une autre motion affirmait la solidarité des participants avec la lutte difficile de la révolution nicaraguayenne menacée d'agression.

Bruno Clément, animateur de la CRT, clôturait les travaux du symposium en rappelant le caractère social de notre solidarité. En signalant également que notre soutien aux luttes d'émancipation contre les dictatures nomenklaturistes exige aussi notre solidarité contre l'exploitation et l'oppression dans notre propre pays.

C. L.

Japon :

TEMPS PARTIEL À 48 HEURES

Kawasaki, banlieue sud de Tokyo : 200 femmes, dont 180 à "temps partiel", travaillent à domicile à l'assemblage de pièces simples. Horaire : de 8h30 ou 9h jusqu'à 17h. Salaire : 530 yens (5,30 francs) l'heure plus 100 yens (1 franc) pour "contribution" en repas. Dans la ville la plus chère du monde, c'est le tiers du prix... d'un café.

Mme Minowa (50 ans), vingt ans de "temps partiel", fait des points de soudure sur des plaquettes de circuits intégrés **huit heures par jour et six jours par semaine.** Pas d'assurance, ni de retraite, ni de syndicat ; pas un jour de congé payé. Commentaire du directeur adjoint de la Takane Electronics qui l'emploie : *"Vu l'environnement, la concurrence et l'absence de règlements, nous ne pouvons pas faire mieux. C'est pareil partout. Ici les conditions sont plutôt meilleures. Les femmes restent plus longtemps."* (*Le Monde*, 7/8 avril 1985) Ceci dit, le chiffre d'affaires de la Takane Electronics, qui travaille pour Canon, est passé de 2 millions à plus de 10 millions de dollars (26 millions de francs) entre 1977 et 1984. Devinez sur le dos de qui...?

L'empire du parto timu

Le "parto timu", ce temps partiel made in Japan, n'est pas un fait marginal. Officiellement, 65 o/o des entreprises y font recours. Les PME (petites et moyennes entreprises) vont de plus en plus l'utiliser, notamment dans les manufactures, le commerce et les services. Là, le nombre des employés réguliers décroît, celui des "temps partiel" **a triplé.** La majorité des femmes exploitées en "parto timu" font ce genre de travail pour équilibrer le budget du ménage et rembourser les dettes. On constate les ravages de la politique d'austérité ; rien à voir donc avec un quelconque désir d'émancipation. Remarquons encore que pour les travailleurs/euses à temps plein, le salaire des femmes atteint à peine le 50 o/o de celui des hommes à poste égal. Selon le ministère du travail, 12 000 femmes seulement (sur 14,5 millions) "font une carrière". Pas étonnant lorsque l'on sait que 75 o/o des grandes compagnies n'embauchent que des diplômés masculins.

Mais revenons au "parto timu". L'âge moyen de ces ouvrières est de 42 ans et leur horaire hebdomadaire de 33 heures pour cinq jours et demi de travail. Ce sont là des moyennes. Un sondage effectué à Osaka auprès de 20 000 femmes a révélé que 32 o/o peinaient de 40 à plus de 48 heures par semaine. A horaire égal, l'ouvrière à "temps partiel" gagne moins qu'une ouvrière à plein temps. Or celle-ci ne touche déjà qu'un demi-salaire ! On mesure les profits que les patrons extorquent aux "parto timu", dans un pays où le coût de la main-d'œuvre est inférieur de moitié à ce qu'il est en Europe. Ces femmes remplissent le rôle au Japon (en moins cher) des travailleurs immigrés en Occident.

Heureusement, diront les juristes, qu'il y a la Constitution. On y trouve en toutes lettres le principe de la non-discrimination entre hommes et femmes, **depuis 38 ans...** Belle efficacité, un peu comme en Suisse quand on pense à l'assurance maternité ou au salaire égal.

P. Girardet

notes ... notes ... notes ... notes ... no

Endettement du tiers monde :
UNE SOLUTION EN TROMPE-L'ŒIL

Le Fonds monétaire international (FMI) a tenu sa dernière assemblée générale annuelle, à Séoul, le 8 octobre dernier. Au cours de celle-ci, James Baker, le secrétaire d'Etat américain au Trésor a proposé que les grandes banques privées prêtent vingt milliards de dollars aux plus grands pays débiteurs. Ces nouveaux prêts seront garantis par la Banque mondiale (et non plus par le FMI) en échange d'une *"politique d'ajustement interne"* (comprenez : politique d'austérité). Le flux vers le tiers monde de prêts privés s'était arrêté, depuis maintenant deux ans. L'idée avancée par Baker serait de permettre ainsi, par l'endettement, le financement de nouveaux investissements pour promouvoir la croissance interne. En fait, ces nouveaux prêts vont servir à payer les intérêts de la dette déjà existante. Les grandes banques privées, en reprêtant des capitaux, évitent que des pays importants du tiers monde se déclarent en cessation de paiement, comme l'avait fait le Mexique, en 1982. De toute façon, si investissement il y a, les biens d'équipements nécessaires au développement seront exportés des Etats-Unis, de l'Europe ou du Japon. L'argent ne change pas de main...

Yann Lacoste

Face à la police :

Quels sont vos droits?

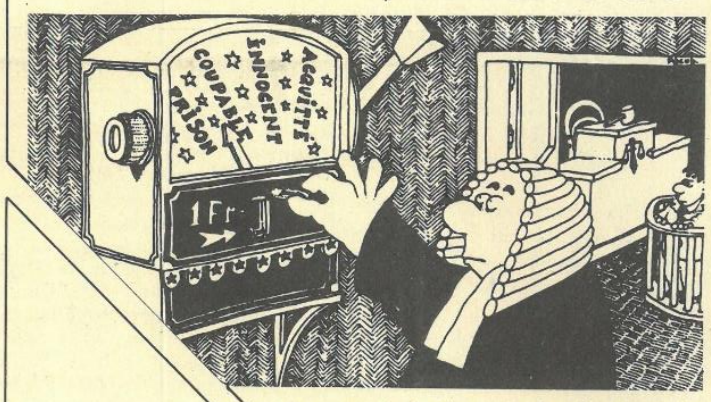
Que faire en cas d'interpellation, de contrôle d'identité, de fouille, d'arrestation, de perquisition ? Quels sont vos droits dans une instruction judiciaire, lors d'un interrogatoire ou après un tabassage par les flics ? Comment réagir si le comportement de la police est illégal ou si vous êtes arrêté sans mandat ? Toutes ces questions, et bien d'autres encore, trouvent réponse dans un petit bouquin *Vos droits face à la police et au juge d'instruction*[1] **de l'avocat Jean-Pierre Garbade, publié par les Editions d'en bas. A l'heure où le Code pénal se révise plus vite que son ombre et dans le sens que l'on connaît, voilà un document à lire, à faire lire et à relire.**

No 4 des *Dossiers Passe-Muraille* du Groupe action prison (GAP), ce livre est une contribution à la lutte des détenus pour faire respecter leurs droits. Signalons que le GAP poursuit ses objectifs entre autres dans le cadre du Fonds d'entraide judiciaire créé en 1979 (case postale 546, 1227 Carouge – Genève).

Interpellation et contrôle

"La police peut vous interpeller dans tout endroit **public** *pour contrôler votre identité, (...)."* Mais elle doit se limiter au strict nécessaire *"pour vérifier l'identité d'une personne ou pour faire cesser le "trouble", (...)".* Elle ne peut donc pas agir contre tous ceux qui se trouvent dans l'endroit public concerné. *"Ainsi, les rafles ou opérations "coup-de-poing" sont-elles illégales."* Si vous êtes en possession d'une pièce d'identité, la police peut vous embarquer : en cas de flagrant délit, si vous êtes en cav[illegible] ou si de sérieux soupçons pèsent sur votre identité ou que vous troublez l'ordre public. On appréciera la clarté de ces dernières notions. Ainsi vaut-il mieux savoir que, au cas où on *"vous embarque malgré tout pour "vérification d'identité", cette identification doit être faite sans délai; une fois cette formalité accomplie, la police doit vous laisser partir immédiatement".*

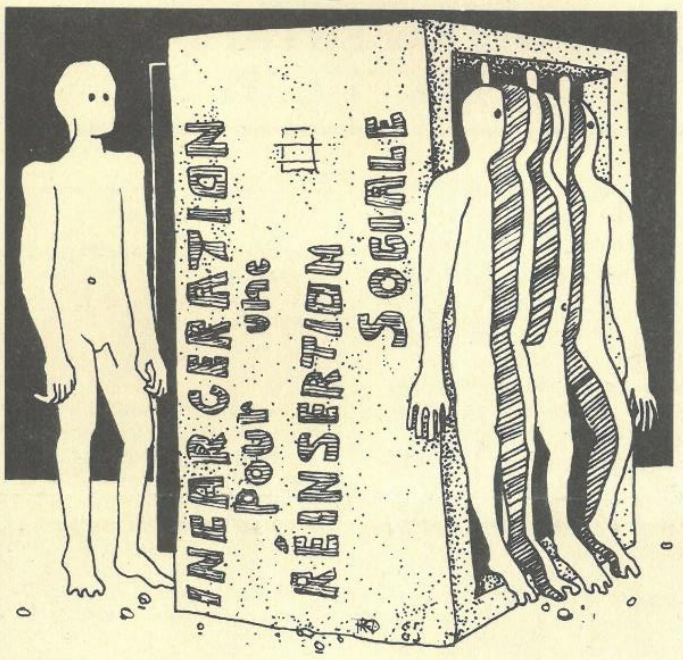
Vous êtes maintenant au poste de police. Sachez que *"vous n'êtes tenu de répondre qu'aux questions concernant votre identité, votre domicile et nationalité; (...)".* En outre *"la police n'a pas le droit de saisir les carnets d'adresses, votre journal intime ou des lettres ni de noter des adresses qui s'y trouvent, sans votre accord, car ce serait de l'extorsion de renseignements que vous avez le droit de taire à la police, (...)."* Qu'on se le dise.



Dessins tirés de "Vos droits face à la police..."

Arrestations, perquisitions...

Les flics arrêtent (avec ou sans mandat), perquisitionnent... comme d'autres collectionnent les timbres postes ou jouent au tric-trac. Dans tous ces "hobbys", il y a des règles impératives. *"En cas d'arrestation sans mandat, la police doit vous relâcher* **immédiatement après votre interrogatoire,** *respectivement après le contrôle de votre situation, à moins qu'elle ne décerne un mandat."* Or *"les mandats d'amener ou d'arrêt sont des ordres écrits qui permettent à la police de vous arrêter même dans un endroit privé."* Ceux-ci ne sont délivrés, à Berne, Fribourg et Jura, que par le juge. Dans les autres cantons, pareils mandats peuvent être décernés par la police elle-même. A peu près partout, *"vous devez être entendu* **dans les 24 heures** *par le juge instructeur".* Enfin, après une arrestation illégale, vous pouvez réclamer une indemnité. A Genève par exemple, *"le juge doit vous allouer une indemnité journalière de 150 francs au minimum".* C'est toujours bon à prendre.



Perquisition ? Le juge d'instruction est en principe seul à même pour les ordonner. Il doit pour cela établir un mandat de perquisition qui est un **ordre écrit.** En cas d'irrégularité (voir encart) reste la possibilité *"de déposer une plainte pénale pour violation de domicile, soustraction sans dessein d'enrichissement illégitime ou abus d'autorité".* Alors ne vous gênez pas !

Passage à tabac

Il y a des flics tabasseurs. La presse s'en est fait quelquefois l'écho, notamment pour des squatters. Plusieurs conseils à retenir. **"Si vous êtes détenu :** *demandez à voir immédiatement le médecin à qui vous demanderez un constat médical, puis, portez plainte pénale (...).* **Si vous êtes libre :** *faites immédiatement un constat dans une permanence médicale (...) ou à l'Hôpital Cantonal (...); si vous en trouvez l'occasion, prenez-vous en photo dans un automate à photos.* **Si vous comparaissez devant le juge et qu'il subsiste des traces :** *demandez que mention soit faite au procès-verbal des traces visibles à l'œil nu."*

En espérant que pareille mésaventure ne vous arrive pas, lisez "préventivement" ce petit bouquin qui contient quantité d'autres renseignements fort utiles.

P. Girardet

1. Jean-Pierre Garbade. *Vos droits face à la police et au juge d'instruction.* Editions d'en bas, 87 pages.

La perquisition :

EXEMPLE DE CONDUITE

"Police : (sonne à la porte) *"Nous venons chercher Ariane B. Elle a 16 ans. Elle a fait une fugue de chez ses parents. Elle est recherchée."*
Vous : "Quel est votre nom, s'il vous plaît, montrez-moi votre plaque."
Police : (montre sa carte) *"Où est Ariane ?"*
Vous : "Ariane B. n'habite pas ici."
Police : "Allez ça suffit comme ça. Nous savons qu'elle se cache ici."
Vous : "Montrez-moi votre mandat de perquisition."
Police : "Nous n'en avons pas besoin. Laissez-nous entrer."
Vous : "Non, je ne vous laisserai pas entrer. Vous n'avez rien à chercher dans mon appartement. D'ailleurs, s'il s'agit uniquement de ramener une fille mineure à ses parents, il n'existe aucune infraction tant que les parents n'ont pas porté plainte. Allez-vous en !"
Police : (force le passage et entre)
Vous : "Quittez immédiatement mon appartement, sinon je porterai plainte pour violation de domicile et abus de pouvoir."
(Appeler des témoins)

Même en de telles circonstances, vous ne devez pas vous opposer avec force aux actes des fonctionnaires."

(*Vos droits face à la police,* pp. 35 et 36)

LAUSANNE

Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon
en novembre et jusqu'au 14 décembre : *Hommage à Simone Signoret,* des films anciens et de plus récents, très célèbres ou moins connus. *Panorama du cinéma argentin,* dont cinq films de l'un des plus grands cinéastes d'Argentine, *Leopoldo Torre Nilsson* (1924-1978). *Films de la Belgique francophone,* dont plusieurs de Chantal Akermann. *Quelques films de la République populaire de Chine.* Et des films *sur la Chine.* Comme *La Chine,* de Michelangelo Antonioni (1972), **je 28 nov.,** 20h30, **lu 2 déc.,** 18h30. Ou *Dimanche à Pékin,* de Chris Marker (1955), et *Demain la Chine,* de Claude Otzenberger (1966), **lu 18 nov.,** 18h30, **ma 19,** 20h30. Programme complet au Casino de Montbenon, (021) 20 93 46.

Galerie Basta, 4, Petit-Rocher (Chauderon)
jusqu'au sa 30 nov., lu de 12h à 18h30, ma à ve de 10h à 18h30, sa de 10h à 17h : exposition des *sculptures de Tektas Agaoglu.* Né à Istanbul, il a dû quitter la Turquie pour des raisons politiques et vit actuellement à Zurich. Il a exposé dans plusieurs pays d'Europe.

CHUV, Hall des auditoires
jusqu'au 22 déc., de 8h à 19h45, di de 13h à 19h45 : *Protéger la main au travail,* exposition organisée par la Fondation Claude Verdan (Musée de la main de l'homme) et l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive de Lausanne, sur le thème de la prévention des accidents professionnels. On compte en Suisse une main professionnellement accidentée toutes les six minutes, soit 85 000 accidents par an. Cette exposition a nécessité une véritable enquête, les statistiques de la CNA ne touchant que 62 o/o de la population active (le monde agricole et le tertiaire n'y figurent pas). Les secteurs de la construction et de la métallurgie sont les plus touchés. Cette exposition est faite dans le but d'encourager la prévention dans le monde du travail. Entrée libre.

Dolce Vita, 30, rue César Roux
ve 22 nov. : *Long Ryders* (USA). **sa 23 :** *Poison Girls* (GB). **je 28 :** *Jazz Butcher* (GB). **ve 29 :** *Living in Texas* (GB). **sa 30 :** *Banquet Final* (CH). VIDEO. 22h. **di 24 nov. :** *Les enfants de Magritte.* **di 1er déc. :** *Beuschowburg II.* (021) 23 09 43.

Théâtre Boulimie, 4, place Arlaud
jusqu'au sa 14 déc., 20h45 (relâche di et lu) : *22 97 00,* nouveau spectacle d'humour de Lova Golovtchiner. Loc. : (021) 22 97 00.

YVERDON

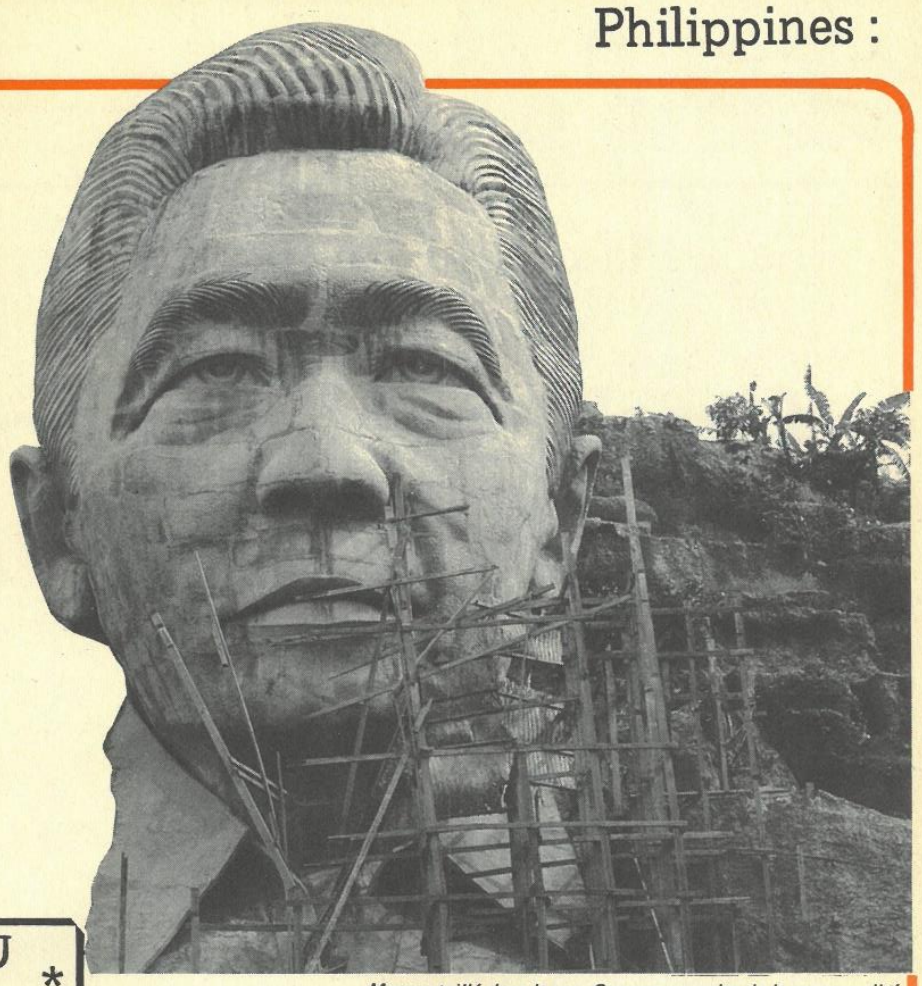
L'Echandole, Château d'Yverdon
me 20, sa 23 nov., 20h30 : *La prose du transsibérien,* de Blaise Cendrars, interprété par *Jacques Probst,* accompagné par l'accordéoniste *Patrick Mamie.* Fr. 15.–, ét., appr. Fr. 8.–. (024) 21 47 74.
sa 30 nov., 20h30 : l'auteur-compositeur-interprète *Pierre Delorme.* Fr. 12.–., ét., appr. Fr. 8.–.

GENÈVE

Théâtre de Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple
du me 27 nov. au sa 7 déc., 20h30 (di 17h, relâche lu) : *Abracatastrofe,* nouveau spectacle de Gardi Hutter et Minnie Marx. En co-production avec le Théâtre Pluriel. (022) 32 20 60.
du ma 19 au di 24 nov. : *Première semaine internationale de vidéo.* Comprenant quatre événements : une compétition internationale, une rétrospective Bill Viola, une sélection de vidéos internationales, une exposition photos d'écran vidéo. Rens. : (022) 32 20 60.
Et courez voir le film *Papa est en voyage d'affaires,* de Emir Kusturica (Yougoslavie, 1985).

Philippines :

À l'ombre des bases américaines



Marcos taillé dans le roc. Comme un culte de la personnalité.

ENTRETIEN AVEC UN REPRÉSENTANT DU MOUVEMENT DE LA PAIX PHILIPPIN

La crise qui mine le régime philippin du président Ferdinand Marcos s'approfondit lentement. Durant le premier trimestre de 1985, 130 grèves ont été officiellement recensées. La répression continue à faire des morts parmi les travailleurs en lutte. Ainsi, pour les six premiers mois de l'année, la TFD (organisation de défense des droits de l'homme) a signalé 341 cas de torture dus aux forces gouvernementales.

Nous avons interviewé Roland Simbulan, représentant de la Coalition pour des Philippines dénucléarisées (NFPC). Auteur d'un livre sur les bases américaines (The Base of our Insecurity, 1983), enseignant à l'Université des Philippines, militant syndical, il nous explique ici l'enjeu militaire et stratégique que représente, pour l'impérialisme américain, l'archipel philippin [1].

*** Quelle est l'étendue de la présence américaine aux Philippines ?**

Roland Simbulan : Les Etats-Unis ont cinq bases majeures aux Philippines : la base aérienne de Clark, la base navale de Subic, le centre aérien de Wallace, le centre de communications de San Miguel et le camp de John Hay. A cela, il faut ajouter plus de vingt centres identifiés d'importance secondaire, disséminés dans le pays. Je dis "identifiés", car il y en a d'autres non identifiés dans des zones stratégiques. Les Etats-Unis maintiennent de façon permanente pas moins de 15 000 hommes en uniforme, pour l'essentiel des marines et des membres des forces aériennes et navales. Il y a en plus 3000 employés soi-disant civils qui travaillent en fait pour la CIA ou pour l'Agence pour la sécurité nationale (NSA), et qui dépendent administrativement du département américain de la Défense. Ajoutons qu'il y a à tout moment environ 5000 marins appartenant aux navires de la 7e flotte US, lesquels peuvent mouiller à n'importe quel moment dans la base de Subic. Cette base fournit environ 70 o/o des besoins en fournitures et en pièces de rechange des navires de la 7e flotte opérant à l'Est de Hawaï.

Après la débâcle américaine au Vietnam, les bases philippines ont pris une importance accrue. Washington les considère maintenant comme sa ligne de front face au bloc soviétique. Nous avons également certaines des installations C31 [2], les plus importantes du système américain. Cela nous place au centre de la stratégie de guerre nucléaire américaine. On n'a nullement besoin d'avoir des armes nucléaires parce que les installations C31 font partie de l'infrastructure américaine. Ces installations serviront à localiser avec précision les différentes cibles éventuelles en cas d'attaque américaine contre l'Union soviétique. Aussi, si l'on se met à la place de l'URSS, ces objectifs seraient parmi les premiers à atteindre.

*** Que faites-vous concrètement pour vous débarrasser de ces bases et des autres installations ?**

— Nous pensons que la campagne contre les bases n'est qu'un des axes de la lutte plus large contre la domination américaine. Nous ne séparons pas ces deux aspects parce que nous pensons que les bases ne seront jamais démantelées tant qu'il n'y aura pas eu de changements structurels significatifs dans la société philippine. Mais la campagne contre les bases se doit d'être une campagne spécifique. Aussi devons-nous fournir une information technique. On ne peut se contenter de centrer ses attaques sur la violation de la souveraineté nationale. En informant, nous mobilisons les gens.

Certaines personnes ont commencé à militer en travaillant sur cette question. Mais contrairement aux mouvements occidentaux *(pacifistes, réd.)* qui se sont principalement bâtis autour d'une campagne unique, nous devons lier cette question à d'autres aspects de la domination américaine dans les domaines économique, politique et culturel. La majorité de nos groupes affiliés *(au NFPC, réd.)* ont des programmes d'ensemble, des programmes politiques et économiques. Ils perçoivent la question des bases comme un aspect sur lequel il est possible de faire campagne à des moments donnés. (...)

*** De nouvelles forces continuent-elles à rejoindre le mouvement ?**

— Un développement significatif récent a été la politisation du syndicat des travailleurs des bases, c'est-à-dire la fédération du personnel civil philippin travaillant dans les installations américaines. Dans le passé, ces travailleurs avaient été un obstacle à tout mouvement contre les bases parce que les autorités américaines les payaient relativement bien. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils aient reçu un salaire décent, mais il était supérieur au salaire moyen dans le pays. Aussi dans le passé le syndicat avait-il agi comme un syndicat-maison. Cependant, récemment, il s'est radicalisé. De plus, c'est l'un des plus gros syndicats du pays. 25 000 civils philippins travaillent à temps plein sur les bases américaines, qui constituent le deuxième employeur du pays, après le gouvernement philippin. La plupart des travailleurs sont syndiqués.

Une autre question importante a été les révélations que nous avons faites au sujet de l'utilisation de ces installations afin d'intervenir dans les développements internes du pays. Ce à quoi je fais particulièrement allusion est le déploiement de deux unités des Forces d'opération spéciales. J'ai rendu publics ces déploiements lors d'une intervention faite le 12 juin dernier devant le Rotary Club de Angeles City. (...) J'avais identifié le premier escadron opérationnel déployé à Clark, et le Groupe spécial de combat de la Marine basé à Subic. J'ai pu obtenir les plans de la construction militaire pour laquelle le Congrès devait donner son accord, et j'ai découvert que, tandis que dans le passé on envoyait les membres des Forces d'opération spéciales aux Philippines pour se reposer ou transiter, on déploie maintenant les deux unités de façon permanente. Le 31 mai dernier, Gamma-TV, qui a son siège à Paris, a réalisé une interview de Marcos au cours de laquelle il a déclaré que si les choses devenaient incontrôlables, il ferait appel aux troupes de combat américaines. (...)

*** Que penses-tu de l'étape actuelle de la lutte du peuple philippin ?**

— La lutte embrase pratiquement l'ensemble du pays. Auparavant le problème était celui de l'extension ; aujourd'hui il s'agit de se consolider. Le conflit a atteint une étape critique parce que la capacité du mouvement populaire en vient de plus en plus à rivaliser avec celle du camp opposé. Dans un tel contexte, de nombreuses éventualités sont possibles et l'une d'elles est une intervention militaire américaine. La révision des accords sur les bases, signée avec les Etats-Unis en 1979, donne le droit aux Américains d'opérer en dehors de leurs bases pour maintenir la sécurité de leurs installations. De plus l'Accord de défense mutuel de 1947 permet aux Etats-Unis d'intervenir s'il y a menace d'agression extérieure.

*** Jusqu'à quel point avez-vous pu unifier l'opposition autour de cette question ?**

— Les dirigeants traditionnels de l'opposition sont ce qu'on pourrait appeler le secteur de l'oligarchie déchue de ses droits politiques. Quand la loi martiale fut déclarée en 1972, Marcos a monopolisé le pouvoir. Ce secteur est donc purement et simplement anti-Marcos, et très pro-américain ; ces représentants, tels Laurel et Kalaw [3], maintiendraient le statu quo y compris la domination américaine que ce soit au niveau militaire, économique ou politique. Ces gens essaient de courtiser l'impérialisme américain. Ils ne veulent absolument pas discuter de la question des bases ou de celle du FMI (Fonds Monétaire International). Les Etats-Unis veulent réconcilier ce secteur de l'oligarchie avec Marcos afin de répondre de manière plus efficace au défi de l'opposition populaire. Même après l'assassinat d'Aquino [4], la politique américaine continue de présenter deux facettes. Elle accorde son soutien à Marcos tout en promettant à l'oligarchie certaines concessions. Elle fait pression sur Marcos pour qu'il accorde des concessions afin d'avoir une seule oligarchie philippine solide, comme avant l'instauration de la loi martiale.

Propos recueillis par
Paul Petitjean

MASSACRE

La répression des manifestations de masse, qui se poursuivent de manière chronique, a pris dans l'île de Negros les allures d'un massacre. Le 20 septembre, veille de la date anniversaire de l'imposition de la loi martiale en 1972 (levée en 1981), environ 5000 manifestants, pour la plupart des ouvriers du sucre frappés par un chômage massif, se sont réunis à l'appel d'une nouvelle coalition de forces antidictatoriales, la Nouvelle alliance patriotique. Des éléments de l'armée gouvernementale et des forces paramilitaires du régime ont ouvert le feu, quinze minutes durant, sur cette manifestation pacifique. Plus de 20 personnes ont trouvé la mort, 20 autres ont été gravement blessées, et 200 manifestants ont disparu. On craint que nombre d'entre eux aient aussi perdu la vie.

1. Le texte complet de cette interview est paru dans *Inprecor*, No 205, 21 octobre 1985.

2. C31 : Commandement, contrôle, communications et renseignements.

3. Salvador Laurel et Eva Estrada Kalaw sont des dirigeants de l'Organisation démocratique nationaliste unifiée (UNIDO) qui regroupe douze formations de l'opposition traditionnelle.

4. Benigno Aquino : opposant populaire au président Marcos assassiné à son retour d'exil en 1983.

LES BASES MILITAIRES

L'archipel philippin occupe une position stratégique de toute première importance. Les Etats-Unis possèdent dans l'île de Luzon deux immenses complexes militaires autour des bases de Subic Bay et de Clark. La base aérienne de Clark, siège de la 13e armée de l'air US, est la plus importante dans la région et peut accueillir tout type d'avion, y compris les bombardiers B-52 et les avions-ravitailleurs C-135.

La base navale de Subic Bay peut répondre aux deux tiers des besoins en maintenance de la 7e flotte américaine, qui est forte de 90 navires, 550 avions embarqués et 70 000 hommes. Là encore, c'est la base la plus importante du genre hors du territoire des Etats-Unis. Le réseau militaire US des Philippines, qui couvre l'archipel, offre un centre de communication de première grandeur et de très gros moyens d'observation.

Les Philippines représentent l'un des principaux pivots du dispositif militaire mondial de l'impérialisme américain. Il fait face au Vietnam et sert d'arrières aux bases du Japon. Il constitue un maillon central des forces US du Pacifique et de l'Océan indien et un centre clef de coordination des opérations de la zone couverte par la 7e flotte, qui s'étend de la côte Ouest des Etats-Unis à la côte Est de l'Afrique.